



Rapport financier semestriel 2026







Sommaire

Rapport d'activité au 30 juin 2026	page 04
Comptes consolidés résumés au 30 juin 2026	page 21
Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	page 68
Attestation des personnes responsables	page 71



1. Analyse de l'activité et des résultats consolidés	page 05
1.1. Principaux agrégats du compte de résultat	
1.2. Analyse des principaux postes du compte de résultat	
2. Situation financière et trésorerie du Groupe	page 12
2.1. Capitaux propres	
2.2. Endettement financier net	
2.3. Tableau des flux de trésorerie	
2.4. Financement et ressources de liquidité	
2.5. Restriction à l'utilisation des capitaux	
2.6. Sources de financement attendues	
3. Perspectives	page 16
4. Autres informations	page 17
4.1. Principes comptables	
4.2. Faits marquants de la période	
4.3. Évolution de la stratégie RSE 2030	
4.4. Principales transactions avec les parties liées	
4.5. Événements post-clôture	
4.6. Facteurs de risque	



1. Analyse de l'activité et des résultats consolidés

1.1 Principaux agrégats du compte de résultat

Les informations comparatives du compte de résultat et du tableau des flux de trésorerie consolidés présentées dans ce document ont été retraitées pour refléter le classement en activités abandonnées de Carrefour Italie et de Carrefour Roumanie conformément à la norme IFRS 5 – *Actifs non courants détenus en vue de la vente et des activités abandonnées* (cf. note 4.2.1.3).

L'Argentine est considérée comme une économie en hyperinflation au sens des normes IFRS. Ainsi, les dispositions de la norme IAS 29 – *Information financière dans les économies hyperinflationnistes* sont applicables dans les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2026 : la période comparative présentée inclut également l'ajustement lié à l'inflation.

(en millions d'euros)	1er semestre 2026	1er semestre 2025 retraité IFRS 5	Évol. en %	Évol. en % à taux de change constants
Chiffre d'affaires hors taxes	39 434	38 648	2,0%	1,7%
Marge des activités courantes	7 518	7 476	0,6%	0,5%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>19,1%</i>	<i>19,3%</i>		
Frais généraux et amortissements	(6 761)	(6 749)	0,2%	0,3%
Résultat opérationnel courant	757	727	4,0%	1,8%
<i>Résultat opérationnel courant avant amortissements (ROCDA)</i>	<i>1 865</i>	<i>1 821</i>	<i>2,5%</i>	<i>1,5%</i>
Résultat opérationnel courant après quote-part des sociétés mises en équivalence	770	741	3,9%	1,7%
Produits et charges non courants	(165)	(39)	320,4%	319,3%
Résultat opérationnel	606	702	(13,7)%	(16,0)%
Résultat financier	(284)	(275)	3,1%	(0,0)%
Impôts sur les résultats	(175)	(198)	(11,2)%	(12,9)%
Résultat net des activités poursuivies - part du Groupe	122	189	(35,3)%	(36,7)%
Résultat net des activités abandonnées - part du Groupe	(92)	(589)	(84,4)%	(84,3)%
Résultat net - part du Groupe	30	(401)	107,5%	106,7%
Cash-flow libre ¹	(1 270)	(1 224)		
Cash-flow libre net ²	(1 987)	(2 081)		
DETTE NETTE ³	5 849	6 989		

(1) Le cash-flow libre est le solde net de l'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et intérêts nets relatifs aux contrats de location, de la variation du besoin en fonds de roulement et des investissements opérationnels.

(2) Le cash-flow libre net correspond au cash-flow libre après coût de l'endettement financier net et paiements locatifs nets.

(3) La dette nette n'inclut pas les passifs et actifs relatifs aux contrats de location (cf. note 2.2).

Le chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 2026 s'élève à 39,4 milliards d'euros, soit une hausse de 2,0% à taux de change courants et de 1,7% à taux de change constants par rapport au premier semestre 2025 retraité IFRS 5.

Le résultat opérationnel courant avant amortissements (ROCDA) atteint 1 865 millions d'euros, en hausse de 2,5% à taux de change courants et de 1,5% à taux de change constants.

Le résultat opérationnel courant s'établit à 757 millions d'euros, en hausse de 4,0% à taux de change courants et de 1,8% à taux de change constants par rapport au premier semestre 2025 retraité IFRS 5.

Le résultat opérationnel non courant est une charge nette de (165) millions d'euros, contre une charge nette de (39) millions d'euros au titre du premier semestre 2025 retraité IFRS 5. Cette charge comprend principalement (i) la dépréciation du *goodwill* polonais à hauteur de (58) millions d'euros, (ii) des coûts de restructuration comprenant les dotations liées au dispositif de Gestion des Emplois et des Parcours Professionnels (GEPP) annoncé en mai 2026 dans les magasins de la filiale française Cora, ainsi que les mesures mises en œuvre dans les sièges et magasins en Espagne et en Argentine, (iii) des provisions pour risques légaux et sociaux dans certaines géographies du Groupe et (iv) l'impact lié à diverses dépréciations et mises au rebut d'actifs immobilisés principalement au Brésil. Cette charge est partiellement compensée par le résultat de cession de quelques actifs, et



1. Analyse de l'activité et des résultats consolidés

surtout par des reprises nettes de provisions notamment au Brésil pour risques fiscaux liés aux crédits ICMS suite à prescriptions ou apport à des programmes d'amnisties.

Pour mémoire, le résultat non courant du premier semestre 2025 retraité IFRS 5 avait bénéficié d'une cession partielle de titres Carmila ainsi que de la cession du portefeuille d'assurance-vie de Carrefour Banque en France.

La charge financière nette s'établit à (284) millions d'euros, un montant proche de celui comptabilisé au premier semestre 2025 retraité IFRS 5. Cette relative stabilité masque des effets opposés :

- la forte et pérenne amélioration du coût de l'endettement financier net liée au refinancement à partir d'août 2025 de la dette externe de la filiale brésilienne, qui était libellée en réals, par de la dette libellée en euros ;
- la reconnaissance au premier semestre 2025 par les filiales brésiennes d'intérêts sur des crédits ICMS relatifs à des exercices antérieurs (cf. note 1.2).

La charge d'impôt sur les résultats s'élève à (175) millions d'euros au premier semestre 2026, contre (198) millions d'euros au premier semestre 2025 retraité IFRS 5.

Le résultat net des activités poursuivies, part du Groupe, ressort à 122 millions d'euros, contre 189 millions d'euros au premier semestre 2025 retraité IFRS 5.

Le résultat net des activités abandonnées, part du Groupe, s'élève à (92) millions d'euros, contre (589) millions d'euros au premier semestre 2025 retraité IFRS 5. Au premier semestre 2026, il comprend le résultat enregistré lors de la cession de Carrefour Roumanie le 30 juin 2026 ainsi que son résultat net sur la période. Au premier semestre 2025 retraité IFRS 5, il comprenait (i) le résultat net de Carrefour Italie pour (540) millions d'euros, qui incluait principalement la dépréciation des immobilisations corporelles, incorporelles et du *goodwill* pour (460) millions d'euros afin d'aligner la valeur des actifs italiens à leur juste valeur, ainsi que (ii) le résultat net de Carrefour Roumanie sur la période.

En conséquence, le résultat net, part du Groupe, est un bénéfice de 30 millions d'euros, contre une perte de (401) millions d'euros au premier semestre 2025.

Le cash-flow libre s'élève à (1 270) millions d'euros contre (1 224) millions d'euros au premier semestre 2025. Le cash-flow libre net s'élève à (1 987) millions d'euros contre (2 081) millions d'euros au premier semestre 2025 retraité IFRS 5.

1.2 Analyse des principaux postes du compte de résultat

Les secteurs opérationnels correspondent aux pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités, regroupés en zones géographiques, auxquelles s'ajoutent les « fonctions globales » qui regroupent les holdings et autres sociétés hébergeant des activités de support administratif, financier et commercial.

Depuis le 1er janvier 2026, les zones géographiques sont les suivantes :

- France ;
- Brésil ;
- Espagne ;
- Autres pays : Belgique, Pologne et Argentine (l'Italie et la Roumanie, ayant été cédées respectivement le 1er décembre 2025 et le 30 juin 2026, sont présentées en activités abandonnées).



1. Analyse de l'activité et des résultats consolidés

Chiffre d'affaires HT par zone géographique

(en millions d'euros)	1er semestre 2026	1er semestre 2025 retraité IFRS 5	Évol. en %	Évol. en % à taux de change constants
France	20 607	20 270	1,7%	1,7%
Brésil	9 080	8 790	3,3%	(1,6)%
Espagne	5 300	5 155	2,8%	2,8%
Autres pays	4 447	4 434	0,3%	7,0%
TOTAL	39 434	38 648	2,0%	1,7%

Le Groupe a réalisé un chiffre d'affaires hors taxes de 39,4 milliards d'euros, en hausse de 2,0% à taux de change courants et de 1,7% à taux de change constants, et en hausse de +2,1% en comparable¹, par rapport au premier semestre 2025 retraité IFRS 5.

- En France, le chiffre d'affaires progresse de 1,7% au premier semestre 2026, et +1,1% en comparable. Dans un marché français en croissance en valeur et en volume, les investissements réalisés par le Groupe dans sa compétitivité depuis plusieurs trimestres portent leurs fruits avec des volumes positifs dans l'ensemble des formats. Ces investissements se sont poursuivis au premier semestre avec 3 vagues de baisse de prix au niveau national en mars, avril et juin, portant chacune sur plus de 500 produits, avec des baisses de 8% en moyenne. Ces campagnes ont été accompagnées de multiples opérations à l'échelle locale, et d'une campagne d'envergure dans le cadre des 50 ans des produits à marque Carrefour.

Le chiffre d'affaires des anciens magasins Cora et Match connaît une dynamique d'accélération. L'attractivité du modèle commercial Carrefour, mis en place au cours de l'été 2025 dans ces magasins, se traduit par une montée en régime progressive des ventes (+4,6% LFL au deuxième trimestre après +2,6% LFL au premier trimestre).

- Au Brésil, le chiffre d'affaires est en recul de (1,6)% à taux de change constants, et en léger recul de -0,1% en comparable au premier semestre 2026, dans un environnement macroéconomique complexe toujours marqué par des taux d'intérêts élevés pesant sur le pouvoir d'achat des ménages et maintenant des volumes négatifs dans le marché.

Après un léger recul au premier trimestre 2026, les ventes d'Atacadão sont repassées en territoire positif à +0,5% en comparable au deuxième trimestre 2026, surperformant le marché du *Cash & Carry*. Carrefour Retail affiche un chiffre d'affaires en légère baisse de -1,3% en comparable au premier semestre 2026, pénalisé par le net ralentissement du e-commerce non-alimentaire, Carrefour Brésil ayant continué à privilégier la rentabilité de son activité digitale sur le non-alimentaire. Le chiffre d'affaires des hypermarchés est en hausse de +1,8% et celui des supermarchés de +2,7% en comparable, avec une solide dynamique sur l'alimentaire (+2,2% LFL), soutenue par des volumes supérieurs au marché. Les ventes de Sam's Club progressent de +4,4% en comparable au premier semestre 2026.

- En Espagne, le Groupe confirme sa bonne dynamique, avec un chiffre d'affaires en croissance de 2,8% au premier semestre 2026, et +2,7% en comparable, dans un marché porteur, toujours tiré par des volumes positifs et une légère inflation. La période a été marquée par une croissance soutenue des produits frais en hypermarchés, ainsi que par la très bonne performance du format de proximité et des activités e-commerce.

- Dans les Autres pays, le chiffre d'affaires progresse de 7,0% à taux de change constants et de +8,6% en comparable par rapport au premier semestre 2025 retraité IFRS 5.

La performance du semestre reflète des dynamiques macroéconomiques spécifiques à chaque marché. La Belgique (+1,1% LFL) confirme sa trajectoire positive avec une stabilisation de sa part de marché au deuxième trimestre 2026, tandis que la Pologne (-4,4% LFL) fait face à un environnement demeurant très concurrentiel et au ralentissement de l'inflation. En Argentine (+23,5% LFL), le marché est demeuré difficile, marqué par une forte pression sur

¹ La croissance à magasins comparables (« LFL ») est composée des ventes générées par les magasins ouverts depuis au moins 12 mois, fermetures temporaires exclues. Elle s'entend à changes constants, hors essence et hors effet calendaire, et hors impact IAS 29.



1. Analyse de l'activité et des résultats consolidés

le pouvoir d'achat des consommateurs et des volumes alimentaires négatifs dans le marché. Dans ce contexte, le Groupe a adapté son modèle commercial au cours du deuxième trimestre, avec des résultats satisfaisants, et des volumes positifs en juin pour la première fois depuis décembre 2023.

Chiffre d'affaires HT par zone géographique – contribution au total du Groupe

(en %)	1er semestre 2026 ¹	1er semestre 2025 retraité IFRS 5
France	52,4%	52,4%
Brésil	22,0%	22,7%
Espagne	13,5%	13,3%
Autres pays	12,1%	11,5%
TOTAL	100%	100%

(¹) à taux de change constants

A taux de change constants, la part du chiffre d'affaires réalisé à l'international est stable par rapport au premier semestre 2025 retraité IFRS 5.

Résultat opérationnel courant par zone géographique

(en millions d'euros)	1er semestre 2026	1er semestre 2025 retraité IFRS 5	Évol. en %	Évol. en % à taux de change constants
France	300	264	13,8%	13,8%
Brésil	359	340	5,8%	0,9%
Espagne	177	165	7,3%	7,3%
Autres pays	(34)	(12)	(175,2)%	(176,8)%
Fonctions globales	(46)	(28)	(61,7)%	(59,4)%
TOTAL	757	727	4,0%	1,8%

Au premier semestre 2026, le résultat opérationnel courant s'établit à 757 millions d'euros, contre 727 millions d'euros au premier semestre 2025 retraité IFRS 5, soit une progression de 4,0%.

Le résultat opérationnel courant de la France s'établit à 300 millions d'euros au premier semestre 2026, en progression de 13,8% par rapport au premier semestre 2025. Hors Cora et Match, le parc historique affiche une marge de 2,1%, en croissance de +14 pbs, traduisant le succès des initiatives stratégiques du Groupe et sa forte discipline en matière de coûts. Le résultat opérationnel courant de Cora & Match s'améliore légèrement, bénéficiant de la croissance des volumes, mais pénalisé par des investissements prix et *marketing* importants.

Le résultat opérationnel courant du Brésil progresse à taux courants de +5,8% à 359 millions d'euros au premier semestre 2026 contre 340 millions d'euros au premier semestre 2025, malgré des volumes toujours négatifs dans le marché du *Cash & Carry*. Le Groupe s'est adapté à l'environnement du marché, notamment en optimisant sa structure de coûts, et a fait évoluer son offre avec le lancement réussi par Atacadão de sa marque propre premier prix Bulnez (200 références désormais proposées). L'activité de services financiers conserve une solide performance.

Le résultat opérationnel courant de l'Espagne est en progression, à 177 millions d'euros au premier semestre 2026 contre 165 millions d'euros au premier semestre 2025. L'Espagne affiche une solide progression de son ROC de +7,3%, avec une expansion de la marge de 14 pbs à 3,3%.

Le résultat opérationnel courant des Autres pays s'élève à (34) millions d'euros au premier semestre 2026 contre (12) millions d'euros au premier semestre 2025 retraité IFRS 5. La rentabilité du semestre est pénalisée par l'Argentine, tandis que la Belgique et la Pologne affichent une performance résiliente. La forte pression sur le pouvoir d'achat en Argentine a pesé sur la rentabilité de l'activité retail, et a généré une augmentation du coût du risque sur le portefeuille de crédit.



1. Analyse de l'activité et des résultats consolidés

Le résultat opérationnel courant des Fonctions globales s'élève à (46) millions d'euros au premier semestre 2026 contre (28) millions d'euros au premier semestre 2025. L'écart est essentiellement dû à un effet non récurrent lié à des charges de rémunération variable et de rémunération à long terme exceptionnellement faibles au premier semestre 2025.

Amortissements

Les amortissements des immobilisations et immeubles de placement se sont élevés à (643) millions d'euros au premier semestre 2026, contre (634) millions d'euros au premier semestre 2025 retraité IFRS 5.

Les amortissements des droits d'utilisation (IFRS 16) des immobilisations corporelles et immeubles de placement se sont élevés à (330) millions d'euros au premier semestre 2026 contre (325) millions d'euros au premier semestre 2025 retraité IFRS 5.

En prenant en compte les amortissements des immobilisations logistiques et des droits d'utilisation (IFRS 16) des immobilisations logistiques inclus dans le coût des ventes, le total des amortissements comptabilisés au compte de résultat s'élève à (1 109) millions d'euros au premier semestre 2026, contre (1 093) millions d'euros au premier semestre 2025 retraité IFRS 5.

Quote-part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence

La quote-part revenant au Groupe dans le résultat net des entités mises en équivalence est stable à 14 millions d'euros par rapport au premier semestre 2025.

Produits et charges non courants

Sont comptabilisés en produits et charges non courants certains éléments significatifs à caractère inhabituel de par leur nature et leur fréquence tels que les dépréciations d'actifs non courants, les résultats de cession d'actifs non courants, les coûts de restructuration et des charges et produits liés à des réestimations de risques d'origine ancienne, sur la base d'informations ou d'éléments dont le Groupe a eu connaissance au cours de la période.

Le résultat non courant du premier semestre 2026 est une charge nette de (165) millions d'euros et se décompose de la manière suivante :

(en millions d'euros)	1er semestre 2026	1er semestre 2025 retraité IFRS 5
Résultat de cession d'actifs	54	131
Coûts de restructuration	(52)	(44)
Autres produits et charges non courants	(41)	(42)
Résultat non courant avant dépréciations et pertes sur actifs	(38)	45
Dépréciations et pertes sur actifs	(127)	(84)
<i>dont dépréciations et pertes sur goodwill</i>	(97)	(70)
<i>dont dépréciations et pertes sur actifs corporels et incorporels et autres</i>	(30)	(15)
PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS	(165)	(39)
Dont :		
<i>total des produits non courants</i>	232	221
<i>total des charges non courantes</i>	(397)	(260)

Résultat de cession d'actifs

Il comprend le résultat de cession de 9 magasins suite aux décisions de l'Autorité de la concurrence française (cf. note 4.2.1.2) à hauteur de 35 millions d'euros (avant la sortie d'une quote-part du goodwill pour (39) millions d'euros – cf. ci-dessous).

Il inclut par ailleurs des plus et moins-values réalisées dans le cadre de diverses cessions d'actifs (murs, terrains, fonds de commerce de magasins), notamment au Brésil et à des franchisés en France.



1. Analyse de l'activité et des résultats consolidés

Coûts de restructuration

Les coûts de restructuration comptabilisés sur le premier semestre 2026 correspondent essentiellement aux dotations liées au dispositif de Gestion des Emplois et des Parcours Professionnels (GEPP) annoncé en mai 2026 dans les magasins de la filiale française Cora (cf. note 11.5 des comptes consolidés au 30 juin 2026). Ils comprennent également les mesures mises en œuvre dans les sièges et magasins en Espagne et en Argentine.

Autres produits et charges non courants

Les autres produits et charges non courants enregistrés au cours du premier semestre 2026 comprennent essentiellement des provisions pour risques légaux et sociaux dans certaines géographies du Groupe. Ces charges sont partiellement compensées par des reprises nettes de provisions notamment au Brésil pour risques fiscaux liés aux crédits ICMS suite à prescriptions ou apport à des programmes d'amnisties.

Dépréciations et pertes sur actifs

Les dépréciations et pertes sur actifs enregistrées au cours du premier semestre 2026 comprennent essentiellement (i) la dépréciation du *goodwill* polonais à hauteur de (58) millions d'euros et (ii) la sortie d'une quote-part du *goodwill* français pour (39) millions d'euros suite aux cessions de 9 magasins (cf. ci-dessus). Elles incluent également l'impact lié à diverses dépréciations et mises au rebut d'actifs principalement au Brésil.

Rappel des principaux éléments comptabilisés au premier semestre 2025

Le résultat de cession d'actifs était principalement composé des plus-values réalisées suite à la cession de 9,87 millions d'actions Carmila par voie de placement privé pour 45 millions d'euros environ, la vente du portefeuille d'assurance-vie de Carrefour Banque en France pour 21 millions d'euros ainsi que le résultat de cession en *sale and lease back* des murs de 8 supermarchés en France pour 9 millions d'euros. Il incluait par ailleurs des plus et moins-values réalisées dans le cadre de diverses cessions d'actifs immobilisés (murs, terrains, fonds de commerce de magasins), notamment au Brésil et à des franchisés en France.

Les coûts de restructuration correspondaient principalement aux mesures mises en œuvre dans les sièges et magasins en Espagne.

Les autres produits et charges non courants comprenaient essentiellement des provisions pour risques légaux dans certaines géographies du Groupe.

Les dépréciations et pertes sur actifs comprenaient la dépréciation partielle du *goodwill* polonais à hauteur de (50) millions d'euros ainsi que celle du *goodwill* brésilien pour (20) millions d'euros suite aux cessions des murs de magasins non rentables fermés au cours de la période. Elles incluaient également l'impact lié à diverses dépréciations et mises au rebut d'actifs immobilisés en France et au Brésil.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel s'établit en conséquence à 606 millions d'euros au premier semestre 2026, contre 702 millions d'euros au premier semestre 2025 retraité IFRS 5.

Résultat financier

Le résultat financier est une charge nette de (284) millions d'euros, soit (0,7)% du chiffre d'affaires au premier semestre 2026, proportion stable par rapport au premier semestre 2025 retraité IFRS 5.

(en millions d'euros)	1er semestre 2026	1er semestre 2025 retraité IFRS 5
Coût de l'endettement financier net	(121)	(201)
Intérêts nets relatifs aux contrats de location	(125)	(107)
Autres produits et charges financiers	(38)	33
TOTAL	(284)	(275)

Le coût de l'endettement financier net s'élève à (121) millions d'euros, en forte amélioration par rapport au premier semestre 2025 retraité IFRS 5, principalement liée au refinancement de la dette



1. Analyse de l'activité et des résultats consolidés

externe de la filiale brésilienne Atacadão en août 2025 (cf. note 2.2 des comptes consolidés au 31 décembre 2025) par de la dette émise en euros par Carrefour SA à des taux nettement plus favorables que ceux du marché brésilien.

Par ailleurs, en application de la norme IFRS 16, le résultat financier intègre également les charges d'intérêts relatives aux contrats de location ainsi que les produits d'intérêts relatifs aux contrats de sous-location financière. La hausse de ces intérêts nets reflète notamment l'impact des opérations de *sale and lease back* intervenues fin 2025 au Brésil, en France et en Espagne.

En ce qui concerne les autres produits et charges financiers, ils correspondent pour l'essentiel aux intérêts de retard sur des contentieux fiscaux et sociaux (essentiellement au Brésil), aux taxes sur les transactions financières et aux impacts de l'hyperinflation en Argentine (norme IAS 29).

Pour mémoire, les autres produits et charges financiers du premier semestre 2025 avaient bénéficié de la reconnaissance par les filiales brésiennes d'intérêts sur des crédits ICMS relatifs à des exercices antérieurs.

Impôts sur les résultats

La charge d'impôt sur les résultats s'élève à (175) millions d'euros au premier semestre 2026, soit un taux effectif d'impôt de 55% (contre (198) millions d'euros au premier semestre 2025 retraité IFRS 5 correspondant à un taux effectif d'impôt de 46%).

Les taux effectifs d'impôts des premiers semestres 2026 et 2025 ont été défavorablement impactés par :

- une contribution exceptionnelle de 41,2% de l'impôt sur les sociétés pour les grandes entreprises réalisant un chiffre d'affaires supérieur à trois milliards d'euros en France (cf. note 1.3.2 des comptes consolidés au 30 juin 2026) ;
- l'absence de reconnaissance d'impôts différés actifs principalement au Brésil (chez certaines filiales de Grupo BIG et chez Carrefour Brésil) ;
- l'absence d'effet impôt relatif aux dépréciations et sorties de *goodwill*.

A contrario, le taux effectif d'impôt du premier semestre 2025 avait été favorablement impacté par (i) la plus-value de cession de titres mis en équivalence Carmila et (ii) la reconnaissance de crédits ICMS relatifs à des exercices antérieurs au Brésil.

Hormis ces éléments, le taux effectif d'impôt du premier semestre 2026 reflète la répartition géographique des résultats avant impôts, en l'absence d'autre élément significatif distordant la preuve d'impôt.

Par ailleurs, le caractère probable de la recouvrabilité des impôts différés actifs reconnus dans le bilan consolidé au 31 décembre 2025 a été confirmé au 30 juin 2026 en se basant notamment sur la comparaison de la performance pour les différents pays entre le budget et le dernier atterrissage.

Participations ne donnant pas le contrôle

La part de résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle s'est élevée à 24 millions d'euros au premier semestre 2026, contre 40 millions d'euros au premier semestre 2025.

Résultat net des activités poursuivies – Part du Groupe

En conséquence des éléments décrits ci-dessus, le résultat net des activités poursuivies, part du Groupe, est un bénéfice de 122 millions d'euros au premier semestre 2026, contre un bénéfice de 189 millions d'euros au premier semestre 2025 retraité IFRS 5.

Résultat net des activités abandonnées – Part du Groupe

Le résultat net des activités abandonnées, part du Groupe, s'élève à (92) millions d'euros, contre (589) millions d'euros au premier semestre 2025 retraité IFRS 5. Au premier semestre 2026, il comprend le résultat enregistré lors de la cession de Carrefour Roumanie le 30 juin 2026 ainsi que son résultat net sur la période. Au premier semestre 2025 retraité IFRS 5, il comprenait (i) le résultat net de Carrefour Italie pour (540) millions d'euros, qui incluait principalement la dépréciation des immobilisations corporelles, incorporelles et du *goodwill* pour (460) millions d'euros afin d'aligner la valeur des actifs italiens à leur juste valeur, ainsi que (ii) le résultat net de Carrefour Roumanie sur la période.



2. Situation financière et trésorerie du Groupe

2.1 Capitaux propres

Les capitaux propres s'élèvent à 11 811 millions d'euros au 30 juin 2026, contre 11 669 millions d'euros au 31 décembre 2025, soit une augmentation de 142 millions d'euros.

Cette augmentation s'explique principalement par les mouvements suivants :

- le résultat net de la période, soit 54 millions d'euros ;
- les autres éléments du résultat global, après impôt, à hauteur de 767 millions d'euros, s'expliquant essentiellement par (i) l'appréciation significative du réal brésilien par rapport au 31 décembre 2025, (ii) le reversement des écarts de conversion historiques comptabilisés par Carrefour Roumanie suite à sa cession au 30 juin 2026, et (iii) le produit lié au retraitement d'hyperinflation en Argentine ;
- les dividendes au titre de l'exercice 2025 pour un montant total de (689) millions d'euros, dont (686) millions d'euros aux actionnaires de Carrefour SA (entièrement versés en numéraire), et (3) millions d'euros aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle.

2.2 Endettement financier net

La dette nette du Groupe s'établit à 5 849 millions d'euros au 30 juin 2026 contre 3 965 millions d'euros au 31 décembre 2025. La variation de la dette nette entre le 31 décembre et le 30 juin s'explique par la saisonnalité de l'activité, la dette nette de fin d'année étant structurellement plus faible du fait du volume d'affaires important enregistré au mois de décembre.

Elle s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/2026	31/12/2025
Emprunts obligataires	8 812	8 271
Autres emprunts et dettes financières	995	860
Billets de Trésorerie	1 283	1 174
Total des dettes financières hors dérivés passifs	11 090	10 306
Dérivés passifs	23	27
TOTAL DES DETTES	11 113	10 333
dont dettes à plus d'un an	7 581	7 044
dont dettes à moins d'un an	3 532	3 289
Autres actifs financiers courants ¹	313	188
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 951	6 179
TOTAL DES PLACEMENTS	5 265	6 367
DETTE NETTE	5 849	3 965

(1) Ce poste n'inclut pas les créances de sous-location financière – part à moins d'un an (cf. note 13.2.5 des comptes consolidés au 30 juin 2026).

Les dettes financières du Groupe (hors dérivés) ont des échéances réparties dans le temps (jusqu'en 2035 pour la tranche obligataire à échéance la plus longue) et présentent ainsi un profil de remboursement équilibré sur les années à venir :

(en millions d'euros)	30/06/2026	31/12/2025
À moins d'un an	3 509	3 262
Entre 1 et 2 ans	703	1 304
Entre 2 et 5 ans	3 492	3 595
Au-delà de 5 ans	3 385	2 144
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (HORS DÉRIVÉS PASSIFS)	11 090	10 306

La trésorerie disponible pour le Groupe s'établit à 4 951 millions d'euros au 30 juin 2026, contre 6 179 millions d'euros au 31 décembre 2025, soit une diminution de (1 228) millions d'euros.



2. Situation financière et trésorerie du Groupe

2.3 Tableau des flux de trésorerie

L'endettement net augmente de (1 883) millions d'euros au premier semestre 2026, contre une augmentation de (3 210) millions d'euros au premier semestre 2025. Cette variation s'analyse comme suit à partir du tableau des flux de trésorerie simplifié du Groupe pour la période :

(en millions d'euros)	1er semestre 2026	1er semestre 2025 retraité IFRS 5	Variation
DETTE NETTE D'OUVERTURE	(3 965)	(3 780)	(185)
Autofinancement (hors activités abandonnées)	1 644	1 620	24
Variation du besoin en fonds de roulement	(2 273)	(1 942)	(331)
Variation des encours sur crédit à la consommation	100	(141)	241
Impact des activités abandonnées ¹	(0)	(0)	0
Variation de la trésorerie issue des opérations d'exploitation	(528)	(463)	(65)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles hors immobilier	(448)	(442)	(6)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles - liées à l'activité - hors immobilier	16	46	(29)
Variation des créances et dettes sur acquisitions et cessions d'immobilisations	(187)	(200)	13
Cash-flow libre opérationnel retail	(1 147)	(1 060)	(87)
Paiements locatifs (dont intérêts) nets des paiements reçus de la sous-location financière	(562)	(545)	(18)
Cash-flow libre net opérationnel retail [A]	(1 709)	(1 605)	(104)
Acquisitions d'immobilier	(78)	(100)	21
Cessions d'immobilier	39	138	(99)
Cash-flow libre net opérationnel immobilier [B]	(40)	38	(78)
Cash-flow libre net opérationnel [A+B]	(1 749)	(1 567)	(182)
Coût de l'endettement financier net	(121)	(201)	81
Cash-flow libre net hors Italie et Roumanie	(1 869)	(1 768)	(101)
Cash-flow libre net Italie et Roumanie ¹	(117)	(313)	196
Cash-flow libre net ²	(1 987)	(2 081)	95
Investissements financiers	54	(185)	238
Cessions de titres	526	177	349
Rachat d'actions propres	(1)	(1)	(0)
Augmentation / (Réduction) de capital de Carrefour SA	–	(60)	60
Augmentation de capital souscrite par les participations ne donnant pas le contrôle	–	6	(6)
Dividendes versés	(677)	(817)	140
Autres (y compris effet de change)	276	(247)	523
Activités abandonnées	(74)	(2)	(72)
Diminution / (Augmentation) de l'endettement net	(1 883)	(3 210)	1 326
DETTE NETTE DE CLÔTURE	(5 849)	(6 989)	1 141

(1) Les activités abandonnées incluses dans le cash-flow libre net correspondant aux cessions des activités de Carrefour Italie et de Carrefour Roumanie, intervenues les 1er décembre 2025 et 30 juin 2026 respectivement, sont regroupées et présentées sur la ligne « Cash-flow libre net Italie et Roumanie ». A noter, le cash-flow du premier semestre 2026 ne comprend que celui de Carrefour Roumanie.

(2) Le cash-flow libre net du premier semestre 2025 retraité IFRS 5 s'élève à (2 081) millions d'euros et correspond au cash-flow libre net publié au premier semestre 2025 de (2 091) millions d'euros après neutralisation du coût de l'endettement financier net de Carrefour Roumanie et Carrefour Italie.

Au premier semestre 2026, le cash-flow libre net s'élève à (1 987) millions d'euros (contre (2 081) millions d'euros au premier semestre 2025 retraité IFRS 5) et provient principalement des éléments suivants :

- l'autofinancement s'établit à 1 644 millions d'euros, en hausse de 24 millions d'euros par rapport au premier semestre 2025. Cette hausse s'explique notamment par une amélioration du résultat opérationnel courant avant amortissements et la baisse des impôts payés,



2. Situation financière et trésorerie du Groupe

partiellement compensées par l'évolution défavorable des autres produits et charges financiers (cf. note 1.2 résultat financier) ;

- la dégradation de la variation du besoin en fonds de roulement et des encours sur crédits à la consommation de (90) millions d'euros s'explique notamment par une hausse des stocks en France et une hausse des besoins en refinancements des filiales bancaires en 2026 ;
- la hausse des paiements locatifs s'explique par les opérations de *sale and lease back* réalisées au Brésil, en France et en Espagne fin 2025 et par les indexations de loyers ;
- la baisse des cessions d'immobilier s'explique par la cession en *sale and lease back* des murs de 8 supermarchés en France ainsi que des murs des magasins non rentables fermés au Brésil au cours du premier semestre 2025, et l'absence d'opérations similaires au cours du premier semestre 2026 ;
- la baisse du coût de l'endettement financier net est principalement liée au refinancement de la dette externe de la filiale brésilienne Atacadão en août 2025 (cf. note 1.2).

2.4 Financement et ressources de liquidité

Les principales actions menées par le Groupe afin de conforter la liquidité consistent à :

- Promouvoir une politique de financement prudente permettant de disposer d'une notation de crédit rendant possible l'accès aux marchés obligataires et de billets de trésorerie ;
- Maintenir une présence sur le marché obligataire en émettant de manière régulière, principalement sur les marchés Euro, en vue de disposer d'un échéancier obligataire équilibré. Le programme *Euro Medium Term Notes* (EMTN) dispose d'une capacité de 12 milliards d'euros ;
- Utiliser le programme de billets de trésorerie du Groupe déposé à la Banque de France enregistré à Paris avec une capacité d'émission de 5 milliards d'euros ;
- Maintenir des facilités de crédit bancaire à moyen terme disponibles et utilisables au gré des besoins du Groupe.

Les principales opérations du premier semestre 2026 ont été les suivantes :

- Deux émissions obligataires dites *Sustainability-Linked* indexées sur un premier objectif lié aux réductions d'émissions de gaz à effet de serre sur les scopes 1 et 2 et un deuxième portant sur le nombre de fournisseurs du Groupe engagés dans une stratégie pour le climat. La première émission portait sur un montant de 500 millions d'euros, une maturité de 9,8 ans (échéance décembre 2035) et un coupon de 3,875%, la deuxième sur un montant de 750 millions d'euros, une maturité de 8 ans (échéance juin 2034) et un coupon de 3,875% ;
- Le remboursement d'un emprunt obligataire d'un montant de 500 millions d'euros, d'une maturité de 7,5 ans et d'un coupon de 1,75% ;
- Le rachat pour un montant total de 200 millions d'euros d'une partie de ses souches d'obligations existantes de 1 milliard d'euros, d'un coupon de 2,625% et arrivant à échéance en décembre 2027, dont 800 millions d'euros étaient encore en circulation suite à un premier rachat de 200 millions d'euros effectué en mai 2025, et d'une partie de ses souches d'obligations existantes de 850 millions d'euros, d'un coupon de 4,125% et arrivant à échéance en octobre 2028.

Le Groupe considère sa situation de liquidité comme solide. En outre, le niveau de trésorerie disponible permet de couvrir les échéances obligataires de l'année à venir.

Le profil de la dette est équilibré : le Groupe ne fait face à aucun pic de refinancement sur l'ensemble de son échéancier de dette obligataire qui présente une maturité moyenne de 4,1 ans à fin juin 2026 contre 3,7 ans à fin décembre 2025 et 4,2 ans à fin juin 2025.



2. Situation financière et trésorerie du Groupe

2.5 Restriction à l'utilisation des capitaux

Dans le cadre de son activité internationale, Carrefour n'a pas de restriction importante sur sa capacité à accéder ou utiliser ses actifs et régler ses passifs autres que celles résultant du cadre réglementaire dans lequel ses filiales opèrent. Les autorités de supervision locales peuvent imposer aux filiales bancaires de garder un certain niveau de capital et de liquidité, de limiter leur exposition à d'autres parties du Groupe et de se conformer à certains ratios.

Au 30 juin 2026, tout comme au 31 décembre 2025, il n'y pas de liquidité soumise à restriction.

2.6 Sources de financement attendues

Pour faire face à ses engagements, Carrefour peut recourir à son cash-flow libre net et lever de la dette en ayant recours à ses programmes EMTN et de billets de trésorerie, ou enfin à ses lignes de crédit.



3. Perspectives

Les objectifs du Groupe en 2026 et à horizon 2030, ainsi que la situation au premier semestre 2026, sont présentés ci-dessous :

Objectifs financiers	S1 2026	Objectifs 2026	Objectif 2030
Plan d'économies de coûts	490 M€	1,0 Md€	1,0 Md€
Résultat Opérationnel Courant	+4 pbs de marge	> +25 pbs de marge	Marge : 3,5%
Investissements (capex)	526 M€	~1,7 Md€ ¹	~2,0 Md€
Cash-flow libre net ²	-1 987 M€	Croissance par rapport à 2025 ³	Poursuite de la croissance
Résultat net ajusté, part du Groupe, par action	+18,3%	Croissance dans le haut de la fourchette à un chiffre	Croissance dans le haut de la fourchette à un chiffre
Dividende ordinaire	n.a.	50 à 60% du résultat net ajusté, part du groupe, par action	50 à 60% du résultat net ajusté, part du groupe, par action

(1) Objectif de capex revu à 1,7 milliard d'euros suite à la cession de Carrefour Roumanie (vs 1,8 milliard d'euros initialement) ;

(2) Le cash-flow libre net correspond au cash-flow libre après coûts de l'endettement financier net et paiements locatifs nets. Il s'entend après décaissement des charges exceptionnelles ;

(3) Objectif de Cash-Flow libre net 2026 : augmentation par rapport à 2025 (1 565 millions d'euros).



4. Autres informations

4.1 Principes comptables

Les méthodes comptables appliquées par le Groupe dans les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2026 sont identiques à celles retenues pour les comptes consolidés au 31 décembre 2025, à l'exception d'amendements de normes dont l'application est obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2026 et qui sont les suivants :

- Amendements à IFRS 9 et IFRS 7 – *Classification et évaluation des instruments financiers* : Contrats d'achat d'électricité renouvelable, modalités d'application de l'exemption « *own-use* » aux PPA (*Power Purchase Agreement*) et conditions d'application de la comptabilité de couverture pour les VPPA (*Virtual Power Purchase Agreement*).
- Amendements à IFRS 9 et IFRS 7 – *Classification et évaluation des instruments financiers* : Précisions sur la date de décomptabilisation des actifs et passifs financiers avec options spécifiques pour les passifs réglés par systèmes de paiement électronique, clarification des modalités d'application du critère SPPI (*Solely Payment of Principal and Interest*) à certains actifs financiers avec de nouvelles informations à fournir.
- Cycle d'améliorations annuelles des normes IFRS (volume 11) – Amendements aux normes IFRS 1, IFRS 7, IFRS 9, IFRS 10 et IAS 7.

L'application de ces textes n'a pas eu d'incidence significative sur les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2026. A noter qu'au sein de la catégorie « Trésorerie et équivalents de trésorerie », les amendements à IFRS 9 et IFRS 7 ont entraîné le reclassement des règlements effectués par les clients par carte bancaire, non encore encaissés au 30 juin 2026, de la ligne « Trésorerie » à la ligne « Équivalents de trésorerie » (cf. note 13.2.4 des comptes consolidés au 30 juin 2026).

Normes, amendements et interprétations publiés mais d'application au plus tôt au 1^{er} janvier 2027

Normes, amendements et interprétations	Date d'application ⁽¹⁾
Amendement à IAS 21 – <i>Effets des variations des cours des monnaies étrangères</i> : Modalités de conversion des états financiers dans une monnaie hyperinflationniste	1er janvier 2027 ⁽¹⁾
IFRS 18 – <i>Présentation des états financiers et informations à fournir</i> : Modifications significatives de la structure du compte de résultat ; Informations sur les indicateurs de la performance définis par la direction (MPM – <i>Management Performance Measures</i>) dans une note dédiée	1er janvier 2027
IFRS 19 – <i>Filiales n'ayant pas d'obligation d'information du public</i> : informations à fournir	1er janvier 2027 ⁽¹⁾
IFRS 20 – <i>Actifs réglementaires et passifs réglementaires</i> : Comptabilisation des actifs et passifs spécifiques aux entreprises dont les tarifs sont fixés par un organisme de régulation public	1er janvier 2029 ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Sous réserve de l'adoption par l'Union Européenne.

L'amendement à IAS 21 et les normes IFRS 19 et IFRS 20 ne sont pas applicables pour le Groupe.

La norme IFRS 18, adoptée par l'Union Européenne le 16 février 2026, n'affecte pas la reconnaissance ou l'évaluation des transactions mais modifie les modalités de présentation des états financiers (en particulier du compte de résultat) et les informations à fournir. L'analyse des impacts de présentation de cette norme est toujours en cours.

Le Groupe n'a par ailleurs pas appliqué de textes par anticipation.



4. Autres informations

4.2 Faits marquants de la période

4.2.1 Principales variations de périmètre

4.2.1.1 Principales acquisitions finalisées au cours du premier semestre 2026

Au cours du premier semestre 2026, il n'y a pas eu d'acquisition significative effectuée par le Groupe par rapport au 31 décembre 2025.

4.2.1.2 Suivi des acquisitions réalisées en 2024 et 2025

Enseignes Cora et Match ainsi que la centrale d'achat Provera (France) / Magasins sous enseigne Casino et Intermarché (France)

Pour mémoire, l'Autorité de la concurrence française avait décidé d'accorder à Carrefour France des dérogations à l'effet suspensif du contrôle des concentrations permettant les acquisitions des enseignes Cora et Match et de certains magasins Casino sans attendre le terme de ses analyses concurrentielles. Fin 2024 et début 2025, l'Autorité a autorisé ces deux opérations sous réserve de la cession par Carrefour de magasins présents dans neuf zones de chalandise au total.

Au cours du premier trimestre 2026, sept magasins ont été repris par Coopérative U et deux magasins par Intermarché, représentant une valorisation totale pour Carrefour de l'ordre de 70 millions d'euros. Le résultat de cession n'est pas significatif (cf. note 6.3 des comptes consolidés au 30 juin 2026).

4.2.1.3 Principales cessions intervenues au cours du premier semestre 2026

Cession de Carrefour Roumanie

Le 12 février 2026, le Conseil d'Administration a autorisé la cession de l'intégralité de ses activités en Roumanie (« Carrefour Roumanie ») à Paval Holding. S'agissant d'une région géographique principale et distincte, et conformément à nos pratiques comptables appliquées de manière constante, Carrefour Roumanie est depuis lors considérée comme une activité abandonnée conformément aux dispositions de la norme IFRS 5.

Cette cession est devenue effective le 30 juin 2026, notamment suite à l'approbation de l'Autorité de la concurrence roumaine. Cet accord a donné lieu à la perte de contrôle de ces filiales à cette date. Le prix de cession s'élève à 0,3 milliard d'euros environ et l'accord prévoyait le remboursement du compte courant vis-à-vis du Groupe qui s'élevait à 0,2 milliard d'euros environ au moment du *closing*. Le résultat de cession a été comptabilisé dans le résultat net des activités abandonnées. Pour plus de détails, voir note 4 des comptes consolidés au 30 juin 2026.

4.2.2 Sécurisation des financements long terme du Groupe

Au cours de la période, Carrefour SA a procédé au placement de deux nouvelles émissions obligataires dites *Sustainability-Linked* :

- Le 26 février 2026, pour un montant total de 500 millions d'euros, d'une maturité de 9,8 ans (échéance décembre 2035) et d'un coupon de 3,875% ;
- Le 27 mai 2026, pour un montant total de 750 millions d'euros, d'une maturité de 8 ans (échéance juin 2034) et d'un coupon de 3,875%.

Ces obligations sont indexées sur un premier objectif lié aux réductions d'émissions de gaz à effet de serre sur les scopes 1 et 2, et un deuxième portant sur le nombre de fournisseurs du Groupe engagés dans une stratégie pour le climat.

Ces émissions obligataires s'intègrent dans une stratégie de financement alignée avec les objectifs et ambitions du Groupe en matière de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) : elles ont été réalisées dans le cadre du *Framework* de type SLB (*Sustainability-Linked Bond*) de son programme EMTN (*Euro-Medium Term Notes*) renouvelé en juin 2025.



4. Autres informations

A contrario, le 4 mai 2026, Carrefour SA a procédé au remboursement à échéance d'un emprunt obligataire de 500 millions d'euros, assorti d'une maturité initiale de 7,5 ans et d'un coupon de 1,75%.

Le 3 juin 2026, Carrefour SA a également procédé pour un montant total de 200 millions d'euros au rachat :

- d'une partie de ses souches d'obligations existantes de 1 milliard d'euros, d'un coupon de 2,625% et arrivant à échéance en décembre 2027, dont 800 millions d'euros étaient encore en circulation suite à un premier rachat de 200 millions d'euros effectué en mai 2025 ;
- d'une partie de ses souches d'obligations *Sustainability-Linked* de 850 millions d'euros, d'un coupon de 4,125% et arrivant à échéance en octobre 2028.

La maturité moyenne du socle obligataire de Carrefour SA s'établit en conséquence à 4,1 ans à fin juin 2026 contre 3,7 ans à fin décembre 2025 et 4,2 ans à fin juin 2025.

Ces opérations permettent de sécuriser la liquidité du Groupe à court et moyen terme dans un environnement économique incertain, et s'inscrivent dans la stratégie de sécurisation des financements de Carrefour.

Au 30 juin 2026, le Groupe est noté BBB perspective stable par Standard & Poor's.

Financements de la filiale brésilienne Atacadão

Au 30 juin 2026, cinq financements inter-compagnie RCF (*Revolving Credit Facility*) existent entre la société Carrefour Finance et les filiales brésiennes Atacadão et WMS (filiale d'Atacadão) pour un montant total de 18,75 milliards de réals (soit 3,2 milliards d'euros environ au taux de conversion du 30 juin 2026). Ces financements comprennent :

- un premier RCF d'un montant de 1,9 milliard de réals, d'un taux d'intérêt annuel de 14,80%, émis initialement le 25 mai 2022 et reconduit en 2025 pour une durée de 3 ans (échéance juillet 2028) ;
- un deuxième RCF d'un montant de 6,3 milliards de réals, d'un taux d'intérêt annuel de 15,29%, émis initialement le 2 mai 2023 et reconduit le 22 avril 2026 pour une durée de 2 ans ;
- un troisième RCF d'un montant de 750 millions de réals, d'un taux d'intérêt annuel de 15,40%, émis le 15 juillet 2025 pour une durée de 3 ans ;
- un quatrième RCF d'un montant de 9,05 milliards de réals, d'un taux d'intérêt annuel de 15,40%, émis le 25 juillet 2025 pour une durée de 3 ans ;
- un cinquième RCF d'un montant de 750 millions de réals, d'un taux d'intérêt annuel de 15,40%, émis le 25 juillet 2025 pour une durée de 3 ans.

Ces financements intragroupe RCF sont qualifiés d'investissements nets dans une activité à l'étranger (*Net Investment*), et font ainsi l'objet d'une revalorisation par capitaux propres.

4.2.3 Paiement du dividende 2025 en numéraire

L'Assemblée Générale des actionnaires de Carrefour, réunie le 22 mai 2026, a fixé le dividende relatif à l'exercice 2025 à 0,97 euro par action à verser intégralement en numéraire.

Le 28 mai 2026 a eu lieu le versement du dividende global pour un montant de 686 millions d'euros.

4.3 Évolution de la stratégie RSE 2030

Face aux défis climatiques, à la pression croissante sur les ressources naturelles et à l'évolution rapide des attentes des consommateurs en matière de santé, la stratégie RSE du Groupe s'accélère autour de trois priorités : la décarbonation de son activité et de sa chaîne de valeur, la sécurisation durable de ses approvisionnements et le développement d'une alimentation plus saine et transparente. Une initiative majeure associe désormais la performance environnementale au soutien direct du pouvoir d'achat des consommateurs. Un plan inédit de réduction de 5 000 tonnes de plastique permet de réduire le coût des emballages, générant des économies qui sont intégralement réinvesties dans une baisse des prix des produits pouvant atteindre près de 10 %.



4. Autres informations

Climat : accélérer la décarbonation et renforcer la performance opérationnelle

La trajectoire climat — validée par la Science Based Targets initiative (SBTi) et alignée sur un objectif de 1,5°C — vise une baisse de 60 % de ses émissions directes (scopes 1 et 2) et de 32 % de ses émissions indirectes (scope 3) d'ici 2030. Cet effort repose sur des investissements dans l'efficacité énergétique des magasins, la transformation de ses systèmes de froid et le développement des énergies renouvelables. Il implique également l'amont de la chaîne de valeur grâce à l'extension du dispositif « Top 100 » à 150 partenaires industriels majeurs, faisant du climat un critère clé de référencement pour ces acteurs qui représentent une part majeure des émissions du Groupe.

Biodiversité et chaînes d'approvisionnement : sécuriser le modèle et renforcer la résilience des filières

Concernant les enjeux liés à la biodiversité et à la sécurisation de ses approvisionnements, le Groupe poursuit le développement de filières agricoles plus durables, l'accompagnement de ses producteurs partenaires et le déploiement de pratiques telles que l'agroécologie et l'agriculture régénératrice. Les objectifs à l'horizon 2030 sont les suivants : engager 100 fournisseurs dans l'agriculture régénératrice et accompagner 15 filières stratégiques au travers de plans de transition nature et climat.

Santé : répondre à l'évolution de la demande alimentaire

En matière de santé, l'ambition réaffirmée est de porter à 50% la part de son chiffre d'affaires alimentaire provenant de produits contribuant à une alimentation plus équilibrée d'ici 2030. Cette démarche repose sur la reformulation des produits, le développement de nouvelles gammes répondant à des besoins nutritionnels spécifiques, l'accélération sur les produits végétaux et les gammes « sans », ainsi que sur une politique de transparence renforcée à destination des consommateurs.

Le pilotage opérationnel de ces ambitions est encadré par le nouvel Indice RSE 2026-2030, qui intègre des indicateurs modernisés liés à l'adaptation au changement climatique, aux transports et à la transformation des filières agricoles.

Parmi les principaux objectifs figurent notamment :

- 150 fournisseurs engagés dans une stratégie climat ;
- 15 filières couvertes par un plan de transition nature et climat ;
- 100 fournisseurs engagés dans l'agriculture régénératrice ;
- 50 % du chiffre d'affaires alimentaire provenant de produits contribuant à une alimentation plus équilibrée ;
- 60 % de réduction du gaspillage alimentaire ;
- 27,5 % de réduction des émissions liées au transport aval ;
- de nouveaux objectifs dédiés à la réduction des emballages, au vrac et au réemploi.

4.4 Principales transactions avec les parties liées

Au cours du premier semestre 2026, il n'y a pas eu de modification significative de la nature des transactions effectuées par le Groupe avec ses parties liées par rapport au 31 décembre 2025.

4.5 Événements post-clôture

Le 23 juillet 2026, le Conseil d'administration de Carrefour SA a décidé le versement d'un acompte sur dividendes au titre de l'exercice 2026 à hauteur de 0,21 euro par action (représentant un montant de 150 millions d'euros environ) suite à la cession de l'intégralité des activités du Groupe en Roumanie à Paval Holding. Cet acompte sur dividendes sera versé intégralement en numéraire le 30 juillet 2026.

4.6 Facteurs de risque

Les facteurs de risque sont les mêmes que ceux présentés au chapitre 4 *Gestion des risques* du Document d'Enregistrement Universel 2025 du Groupe.



Comptes consolidés résumés au 30 juin 2026

Compte de résultat consolidé	page 22
État du résultat global consolidé	page 23
État de la situation financière consolidée	page 24
Tableau des flux de trésorerie consolidés	page 25
Variation des capitaux propres consolidés	page 27
Notes annexes	page 28



Compte de résultat consolidé

Les informations comparatives du compte de résultat et du tableau des flux de trésorerie consolidés présentées dans ce document ont été retraitées pour refléter le classement en activités abandonnées de Carrefour Italie et de Carrefour Roumanie conformément à la norme IFRS 5 – *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*. Ces retraitements sont décrits en note 4.

L'Argentine est considérée comme une économie en hyperinflation au sens des normes IFRS. Ainsi, les dispositions de la norme IAS 29 – *Information financière dans les économies hyperinflationnistes* sont applicables dans les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2026 : la période comparative présentée inclut également l'ajustement lié à l'inflation.

Les états financiers sont présentés en millions d'euros, avec arrondi au million d'euros près. Des écarts d'arrondis peuvent ainsi apparaître entre différents états.

(en millions d'euros)	Notes	1er semestre 2026	1er semestre 2025 retraité IFRS 5	% Prog.
Chiffre d'affaires hors taxes	6.1	39 434	38 648	2,0%
Programmes de fidélisation		(477)	(449)	6,3%
Chiffre d'affaires hors taxes, net de la fidélisation		38 957	38 199	2,0%
Autres revenus	6.1	1 447	1 413	2,4%
Revenus totaux		40 404	39 613	2,0%
Coût des ventes		(32 886)	(32 137)	2,3%
Marge des activités courantes		7 518	7 476	0,6%
Frais généraux et amortissements	6.2	(6 761)	(6 749)	0,2%
Résultat opérationnel courant		757	727	4,0%
Quote-part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence	9.1	14	14	(2,0)%
Résultat opérationnel courant après quote-part des sociétés mises en équivalence		770	741	3,9%
Produits et charges non courants	6.3	(165)	(39)	320,4%
Résultat opérationnel		606	702	(13,7)%
Résultat financier	13.6	(284)	(275)	3,1%
Coût de l'endettement financier net		(121)	(201)	(40,1)%
Intérêts nets relatifs aux contrats de location		(125)	(107)	17,0%
Autres produits et charges financiers		(38)	33	(216,8)%
Résultat avant impôts		322	427	(24,6)%
Impôts sur les résultats	10	(175)	(198)	(11,2)%
Résultat net des activités poursuivies		146	229	(36,2)%
Résultat net des activités abandonnées		(92)	(590)	(84,5)%
Résultat net de la période		54	(361)	115,1%
dont résultat net - part du Groupe		30	(401)	107,5%
dont résultat net des activités poursuivies - part du Groupe		122	189	(35,3)%
dont résultat net des activités abandonnées - part du Groupe		(92)	(589)	(84,4)%
dont résultat net - part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		24	40	(39,0)%
dont résultat net des activités poursuivies - part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		24	41	(40,3)%
dont résultat net des activités abandonnées - part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		—	(1)	(100,0)%
Résultat de base par action (en euros)		1er semestre 2026	1er semestre 2025 retraité IFRS 5	% Prog.
Résultat net des activités poursuivies - part du Groupe, par action	12.3	0,17	0,29	(39,8)%
Résultat net des activités abandonnées - part du Groupe, par action	12.3	(0,13)	(0,89)	(85,5)%
Résultat net - part du Groupe, par action	12.3	0,04	(0,61)	(107,0)%
Résultat dilué par action (en euros)		1er semestre 2026	1er semestre 2025 retraité IFRS 5	% Prog.
Résultat net des activités poursuivies - part du Groupe, par action	12.3	0,17	0,29	(39,8)%
Résultat net des activités abandonnées - part du Groupe, par action	12.3	(0,13)	(0,89)	(85,5)%
Résultat net - part du Groupe, par action	12.3	0,04	(0,61)	(107,0)%



État du résultat global consolidé

(en millions d'euros)

	Notes	1er semestre 2026	1er semestre 2025
Résultat net - part du Groupe		30	(401)
Résultat net - part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		24	40
Résultat net total de la période		54	(361)
Part efficace de la couverture de flux de trésorerie ¹	12.2	16	(38)
Variation des instruments de dette à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	12.2	(0)	(1)
Variation de change sur les prêts intragroupe qualifiés d'investissements nets à l'étranger, après couverture ²	12.2	195	(20)
Variation des écarts de conversion ³	12.2	553	(87)
Autres éléments du résultat global recyclables ultérieurement en résultat		765	(146)
Réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies ⁴	12.2	2	8
Autres éléments du résultat global non recyclables ultérieurement en résultat		2	8
Autres éléments du résultat global, après impôt		767	(138)
Résultat global total		821	(499)
dont part du Groupe		766	(539)
dont part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		55	40

Les rubriques présentées sont nettes d'impôt (détail présenté en note 12.2).

- (1) Ce poste inclut les variations de juste valeur des instruments de couverture de taux et de change. La légère augmentation de la juste valeur des instruments dérivés, visant à couvrir le risque d'évolution défavorable du prix de l'énergie avec des swaps en France et en Espagne, notamment sur l'électricité et le biométhane, reflète la hausse du prix de l'énergie au cours du premier semestre 2026. Dans une moindre mesure, ce poste inclut également des instruments dérivés servant à couvrir les achats futurs de produits non alimentaires effectués en dollars ; la juste valeur de ces instruments dérivés avait baissé au cours du premier semestre 2025 en lien avec la dépréciation du dollar sur la période.
- (2) Pour mémoire, en 2022 et 2023, Carrefour Finance avait octroyé des prêts RCF (Revolving Credit Facilities) intragroupe à la filiale brésilienne Atacadão à hauteur de 8,2 milliards de réals. De plus, dans le cadre de la restructuration de la dette en réals brésiliens de la filiale Atacadão ayant conduit à rembourser la totalité de la dette externe, des nouvelles lignes de crédit inter-compagnie ont été exécutées au cours du second semestre 2025 à hauteur de 10,55 milliards de réals, portant le montant des RCF octroyés à 18,75 milliards de réals au 31 décembre 2025. Ce montant est resté inchangé au 30 juin 2026. Ces prêts ont été qualifiés en Net Investment, et les instruments dérivés pris pour couvrir une partie de ces prêts ont été qualifiés en Net Investment Hedge (cf. note 3.2).
Au cours du premier semestre 2025, le réal était resté relativement stable ; au cours du premier semestre 2026, le réal s'est fortement apprécié.
- (3) Ce poste comprend le retraitement des réserves de Carrefour Argentine au titre de l'hyperinflation, conformément à nos principes comptables (cf. note 3.1 - Conversion des états financiers des sociétés étrangères - des comptes consolidés au 31 décembre 2025).
La variation des écarts de conversion au cours du premier semestre 2026 s'explique essentiellement par (i) l'appréciation significative du réal brésilien par rapport au 31 décembre 2025, (ii) le reversement des écarts de conversion historiques comptabilisés par Carrefour Roumanie suite à sa cession au 30 juin 2026, et (iii) le produit lié au retraitement d'hyperinflation en Argentine.
La variation des écarts de conversion au cours du premier semestre 2025 s'expliquait essentiellement par la dépréciation significative du peso argentin par rapport au 31 décembre 2024, en partie compensée par le produit lié au retraitement d'hyperinflation en Argentine.
- (4) La réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies comptabilisée sur le premier semestre 2026 reflète la légère hausse des taux d'actualisation de la zone Euro de 3,75% fin décembre 2025 à 3,85% fin juin 2026. Sur le premier semestre 2025, ces taux avaient également augmenté, passant de 3,20% fin décembre 2024 à 3,40% fin juin 2025.



État de la situation financière consolidée

ACTIF

(en millions d'euros)

	Notes	30/06/2026	31/12/2025
Goodwill	7.1	8 598	8 670
Autres immobilisations incorporelles	7.1	1 391	1 459
Immobilisations corporelles	7.2	12 102	12 168
Immeubles de placement	7.3	200	202
Droits d'utilisation de l'actif	8.1	4 300	4 600
Titres mis en équivalence	9.1	967	1 017
Autres actifs financiers non courants	13.5	1 268	1 211
Encours clients des sociétés financières - Part à plus d'un an	6.5	1 848	1 797
Impôts différés actifs		600	558
Autres actifs non courants		769	709
Actifs non courants		32 042	32 390
Stocks		6 722	6 379
Créances commerciales	6.4	3 315	3 193
Encours clients des sociétés financières - Part à moins d'un an	6.5	4 867	4 663
Autres actifs financiers courants	13.2	368	241
Créances fiscales		926	1 086
Autres actifs courants		1 184	1 028
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13.2	4 951	6 179
Actifs détenus en vue de leur vente		53	54
Actifs courants		22 386	22 822
TOTAL ACTIF		54 428	55 213

PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES

(en millions d'euros)

	Notes	30/06/2026	31/12/2025
Capital social	12.1	1 841	1 841
Réserves consolidées (y compris résultat)		9 225	9 135
Capitaux propres, part du Groupe		11 066	10 976
Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		745	693
Capitaux propres		11 811	11 669
Dettes financières - Part à plus d'un an	13.2	7 581	7 044
Engagements locatifs - Part à plus d'un an	8.2	4 047	4 270
Provisions	11	3 304	3 118
Refinancement des encours clients - Part à plus d'un an	6.5	2 266	2 611
Impôts différés passifs		382	372
Dettes fiscales - Part à plus d'un an		55	36
Passifs non courants		17 634	17 450
Dettes financières - Part à moins d'un an	13.2	3 532	3 289
Engagements locatifs - Part à moins d'un an	8.2	924	989
Fournisseurs et autres créditeurs		13 151	14 690
Refinancement des encours clients - Part à moins d'un an	6.5	3 525	2 869
Dettes fiscales - Part à moins d'un an		1 286	1 458
Autres passifs courants		2 563	2 796
Passifs liés aux actifs détenus en vue de leur vente		1	4
Passifs courants		24 983	26 094
TOTAL PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES		54 428	55 213



Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)

	1er semestre 2026	1er semestre 2025 retraité IFRS 5
Résultat avant impôt	322	427
OPÉRATIONS D'EXPLOITATION		
Impôts payés	(168)	(206)
Dotations aux amortissements	1 109	1 093
Plus et moins-values sur cessions d'actifs et autres	(38)	(154)
Variation des provisions et <i>impairment</i>	123	89
Coût de l'endettement financier net	121	201
Intérêts nets relatifs aux contrats de location	125	107
Part dans le résultat et dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	52	63
Impact des activités abandonnées ¹	27	64
Autofinancement	1 672	1 683
Variation du besoin en fonds de roulement ²	(2 273)	(1 942)
Impact des activités abandonnées ¹	(90)	(201)
Variation de la trésorerie issue des opérations d'exploitation (hors sociétés financières)	(690)	(459)
Variation des encours sur crédit à la consommation	100	(141)
Variation de la trésorerie issue des opérations d'exploitation - total	(590)	(600)
OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(526)	(542)
Acquisitions d'actifs financiers non courants	(11)	(26)
Acquisitions de filiales et de participations dans des entreprises associées ³	64	(159)
Cessions de filiales et de participations dans des entreprises associées ⁴	519	168
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles ⁵	55	184
Cessions d'actifs financiers non courants	7	9
Variation des créances et dettes sur acquisitions et cessions d'immobilisations	(187)	(200)
Sous-total investissements nets de désinvestissements	(79)	(566)
Autres emplois	24	(21)
Impact des activités abandonnées ¹	(22)	(65)
Variation de la trésorerie issue des opérations d'investissement - total	(77)	(653)
OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentation / (Réduction) de capital de Carrefour SA ⁶	–	(60)
Augmentation de capital en numéraire souscrite par des participations ne donnant pas le contrôle	–	6
Dividendes versés par Carrefour SA ⁷	(686)	(812)
Dividendes reçus des participations financières nets des dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	10	(4)
Variation des actions propres et autres instruments	(1)	(1)
Variation des actifs financiers courants ⁸	(82)	60
Émission d'emprunts obligataires ⁸	1 250	1 650
Remboursement d'emprunts obligataires ⁸	(700)	(950)
Intérêts financiers nets versés	(59)	(111)
Autres variations de l'endettement ⁸	186	701
Paievements relatifs aux contrats de location (principal) ⁹	(467)	(464)
Intérêts nets versés relatifs aux contrats de location	(124)	(108)
Impact des activités abandonnées ¹	(109)	(123)
Variation de la trésorerie issue des opérations de financement - total	(782)	(216)
Variation nette de la trésorerie avant effet de change	(1 449)	(1 469)
Incidence des variations de change ¹⁰	221	(74)
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE	(1 228)	(1 544)
Trésorerie à l'ouverture de la période	6 179	6 564
Trésorerie à la clôture de la période	4 951	5 021

- (1) Ces éléments reflètent le classement des flux relatifs aux activités abandonnées conformément à la norme IFRS 5 (cf. note 4). Ces lignes correspondent aux cessions de Carrefour Italie et Carrefour Roumanie, effectives respectivement le 1^{er} décembre 2025 et le 30 juin 2026.
- (2) La variation du besoin en fonds de roulement est détaillée en note 6.4.1.
- (3) Au premier semestre 2026, ce montant positif correspond principalement à la cession en France à Coopérative U et Intermarché de 9 magasins situés dans les zones identifiées par l'Autorité de la concurrence dans le cadre de ses décisions validant la reprise des enseignes Cora et Match et de la centrale d'achat Provera et de certains magasins Casino pour un montant net global de 70 millions d'euros environ (cf. note 3.1.2). Au premier semestre 2025, ce montant correspondait principalement à l'acquisition de l'intégralité des actions en circulation de Carrefour Brésil pour un montant net global de (140) millions d'euros environ en numéraire.
- (4) Au premier semestre 2026, ce montant correspond quasi-exclusivement à la cession de Carrefour Roumanie pour un montant d'environ 0,5 milliard d'euros (y compris le remboursement du compte-courant – cf. note 3.1.3). Au premier semestre 2025, ce montant correspondait à la cession nette de frais de 9 866 421 actions Carmila pour un prix de 17,30 euros par action.
- (5) Cette ligne correspond principalement à la cession de plusieurs terrains au Brésil et fonds de commerce en France. Au premier semestre 2025, ce poste correspondait essentiellement à la cession de magasins non rentables au Brésil, à la cession du portefeuille d'assurance-vie de Carrefour Banque et à une opération de sale & lease back en France.
- (6) Sur le premier semestre 2025, la Loi de Finances 2025 en France avait instauré une taxe exceptionnelle sur les réductions de capital par annulation de titres réalisées entre le 1^{er} mars 2024 et le 28 février 2025 et résultant d'un rachat de leurs propres titres par les sociétés réalisant un chiffre d'affaires supérieur à un milliard d'euros. Le Groupe Carrefour, ayant annulé en avril et juin 2024 un nombre total de 30 821 628 actions propres, avait payé cette taxe en avril 2025 pour un montant de 60 millions d'euros.
- (7) Le dividende voté lors de l'Assemblée Générale du 22 mai 2026 a été versé le 28 mai 2026 intégralement en numéraire pour 686 millions d'euros (cf. note 3.3). En 2025, le dividende avait été versé le 3 juin 2025 intégralement en numéraire pour 812 millions d'euros.



Tableau des flux de trésorerie consolidés

- (8) Le détail des éléments constitutifs de la dette financière est présenté en note 13.2. Les variations des passifs issus des activités de financement sont détaillées en note 13.4.
- (9) Conformément à la norme IFRS 16, les paiements relatifs aux contrats de location et les intérêts associés sont présentés dans les flux de financement.
- (10) Sur le premier semestre 2026, les variations de change reflètent principalement l'appréciation significative du réal brésilien.
Sur le premier semestre 2025, elles reflétaient principalement la dépréciation significative du peso argentin.



Variation des capitaux propres consolidés

	Capitaux propres, part du Groupe				Total Part du Groupe	Total Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
	Capital social ¹	Écarts de conversion ²	Réserves liées à la variation de juste valeur des instruments financiers ³	Autres réserves et résultats			
(en millions d'euros)							
Capitaux propres au 31 décembre 2024	1 695	(1 798)	(166)	11 089	10 820	1 665	12 484
Résultat net total - 1er semestre 2025	–	–	–	(401)	(401)	40	(361)
Autres éléments du résultat global, après impôt	–	(87)	(58)	8	(138)	(0)	(138)
Résultat global total - 1er semestre 2025	–	(87)	(58)	(393)	(539)	40	(499)
Palements fondés sur des actions	–	–	–	11	11	(0)	11
Actions propres - taxe exceptionnelle sur les réductions de capital ⁵	–	–	–	(60)	(60)	–	(60)
Dividendes au titre de l'exercice 2024 ⁴	–	–	–	(812)	(812)	(2)	(814)
Variation de capital et primes ⁶	146	–	–	621	767	–	767
Effet des variations de périmètre et autres mouvements ^{6 7}	–	(596)	–	717	122	(1 040)	(919)
Capitaux propres au 30 juin 2025	1 841	(2 481)	(225)	11 174	10 308	662	10 970
Capitaux propres au 31 décembre 2025	1 841	(2 539)	(241)	11 916	10 976	693	11 669
Résultat net total - 1er semestre 2026	–	–	–	30	30	24	54
Autres éléments du résultat global, après impôt	–	522	211	2	736	31	767
Résultat global total - 1er semestre 2026	–	522	211	32	766	55	821
Palements fondés sur des actions	–	–	–	12	12	–	12
Actions propres (net d'impôt)	–	–	–	–	–	–	–
Dividendes au titre de l'exercice 2025 ⁴	–	–	–	(686)	(686)	(3)	(689)
Variation de capital et primes	–	–	–	–	–	–	–
Effet des variations de périmètre et autres mouvements	–	–	–	(2)	(2)	–	(2)
Capitaux propres au 30 juin 2026	1 841	(2 017)	(30)	11 272	11 066	745	11 811

- (1) Le capital social est composé de 736 314 789 actions ordinaires au 30 juin 2026 (cf. note 12.1).
- (2) Ce poste comprend le retraitement des réserves de Carrefour Argentine au titre de l'hyperinflation, conformément à nos principes comptables (cf. note 3.1 - Conversion des états financiers des sociétés étrangères - des comptes consolidés au 31 décembre 2025).
- La variation des écarts de conversion au cours du premier semestre 2026 s'explique essentiellement par (i) l'appréciation significative du réal brésilien par rapport au 31 décembre 2025, (ii) le reversement des écarts de conversion historiques comptabilisés par Carrefour Roumanie suite à sa cession au 30 juin 2026, et (iii) le produit lié au retraitement d'hyperinflation en Argentine.
- La variation des écarts de conversion au cours du premier semestre 2025 s'expliquait essentiellement par la dépréciation significative du peso argentin par rapport au 31 décembre 2024, en partie compensée par le produit lié au retraitement d'hyperinflation en Argentine.
- (3) Ce poste est constitué de :
- la réserve de couverture (partie efficace de la variation de juste valeur des instruments de couverture des flux de trésorerie) ;
 - la réserve de juste valeur des actifs financiers (variation de juste valeur des actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global) ;
 - la variation de change sur les prêts intragroupe qualifiés d'investissements nets réalisés à l'étranger, après couverture.
- (4) Le dividende distribué par Carrefour SA au titre de 2025, d'un montant total de 686 millions d'euros, a été versé intégralement en numéraire au cours du premier semestre 2026.
- Le dividende distribué par Carrefour SA au titre de 2024, d'un montant total de 812 millions d'euros, avait été versé intégralement en numéraire au cours du premier semestre 2025.
- (5) La Loi de Finances 2025 en France a instauré une taxe exceptionnelle sur les réductions de capital par annulation de titres réalisées entre le 1^{er} mars 2024 et le 28 février 2025 et résultant d'un rachat de leurs propres titres par les sociétés réalisant un chiffre d'affaires supérieur à un milliard d'euros. Le Groupe Carrefour, ayant annulé en avril et juin 2024 un nombre total de 30 821 628 actions propres, a payé cette taxe en avril 2025 pour un montant de 60 millions d'euros.
- (6) Le Groupe, qui détenait 67,4% de Carrefour Brésil au 31 décembre 2024, a décidé d'augmenter sa participation à 100%. En contrepartie des actions Carrefour Brésil détenues, les actionnaires minoritaires ont reçu le 2 juin 2025 un montant global de 140 millions d'euros environ en numéraire ainsi que 58 345 601 actions Carrefour SA émises à cette occasion, représentant un montant de 767 millions d'euros (cf. note 2.1.1 des comptes consolidés au 31 décembre 2025).
- (7) Au 30 juin 2025, l'effet des variations de périmètre et autres mouvements correspondait quasi-exclusivement à l'acquisition des intérêts minoritaires de Carrefour Brésil.



Sommaire des notes annexes

NOTE 1 : BASES DE PRÉPARATION DES COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS RÉSUMÉS	- 29 -
NOTE 2 : SAISONNALITÉ DE L'ACTIVITÉ	- 33 -
NOTE 3 : FAITS MARQUANTS DE LA PÉRIODE	- 34 -
NOTE 4 : RETRAITEMENT DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU PREMIER SEMESTRE 2025	- 36 -
NOTE 5 : INFORMATION SECTORIELLE.....	- 39 -
NOTE 6 : DONNÉES OPÉRATIONNELLES	- 41 -
NOTE 7 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET IMMEUBLES DE PLACEMENT	- 47 -
NOTE 8 : CONTRATS DE LOCATION	- 50 -
NOTE 9 : TITRES MIS EN ÉQUIVALENCE	- 51 -
NOTE 10 : IMPÔTS	- 52 -
NOTE 11 : PROVISIONS ET PASSIFS ÉVENTUELS	- 53 -
NOTE 12 : CAPITAUX PROPRES, AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL ET RÉSULTAT PAR ACTION	- 57 -
NOTE 13 : ACTIFS, PASSIFS ET RÉSULTAT FINANCIERS.....	- 59 -
NOTE 14 : AUTRES INFORMATIONS	- 67 -



NOTE 1 : BASES DE PRÉPARATION DES COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS RÉSUMÉS

Les états financiers consolidés semestriels résumés au 30 juin 2026 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 23 juillet 2026.

Carrefour SA (« la Société ») est une entreprise domiciliée en France (93, avenue de Paris, 91300 Massy).

Carrefour est l'un des leaders mondiaux du commerce alimentaire (magasins et e-commerce), implanté dans plus de 40 pays, fort d'un modèle omnicanal. Le Groupe opère en direct dans 6 pays, dont 4 en Europe (France, Espagne, Belgique et Pologne) et 2 en Amérique latine (Brésil et Argentine), avec un parc composé de magasins intégrés, en location-gérance et franchisés sous différents formats (hypermarchés, supermarchés, magasins de proximité, clubs, *cash & carry* et *soft discount*). Dans les autres zones géographiques (notamment Moyen-Orient, Afrique et Asie), le Groupe a des partenaires locaux qui gèrent et développent un parc de magasins sous enseigne Carrefour. Le Groupe offre aussi des services financiers à ses clients en France, en Espagne, en Belgique, au Brésil et en Argentine (crédit à la consommation et assurances).

Les états financiers consolidés semestriels résumés pour la période de 6 mois prenant fin le 30 juin 2026 reflètent la situation financière et le résultat de la Société et de ses filiales (l'ensemble désigné comme « Carrefour » ou « le Groupe »), ainsi que les intérêts du Groupe dans les sociétés mises en équivalence (entreprises associées et co-entreprises). Ils sont établis en euros, monnaie fonctionnelle de la Société.

1.1 Déclaration de conformité

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés semestriels résumés du Groupe au 30 juin 2026 ont été établis en conformité avec les normes comptables internationales IFRS (*International Financial Reporting Standards*) telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2026 et qui sont d'application obligatoire à cette date, avec des données comparatives (premier semestre 2025 ou 31 décembre 2025) établies selon le référentiel applicable à la date de clôture.

Les textes adoptés par l'Union Européenne sont publiés au *Journal officiel de l'Union Européenne* et peuvent être consultés sur EUR-Lex.

Au 30 juin 2026, les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne sont identiques aux normes et interprétations d'application obligatoire publiées par l'IASB (*International Accounting Standards Board*).

1.2 Évolution du référentiel comptable

Les méthodes comptables appliquées par le Groupe dans les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2026 sont identiques à celles retenues pour les comptes consolidés au 31 décembre 2025, à l'exception d'amendements de normes dont l'application est obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2026 et qui sont les suivants :

- Amendements à IFRS 9 et IFRS 7 – *Classification et évaluation des instruments financiers* : Contrats d'achat d'électricité renouvelable, modalités d'application de l'exemption « *own-use* » aux PPA (*Power Purchase Agreement*) et conditions d'application de la comptabilité de couverture pour les VPPA (*Virtual Power Purchase Agreement*).
- Amendements à IFRS 9 et IFRS 7 – *Classification et évaluation des instruments financiers* : Précisions sur la date de décomptabilisation des actifs et passifs financiers avec options spécifiques pour les passifs réglés par systèmes de paiement électronique, clarification des modalités d'application du critère SPPI (*Solely Payment of Principal and Interest*) à certains actifs financiers avec de nouvelles informations à fournir.
- Cycle d'améliorations annuelles des normes IFRS (volume 11) – Amendements aux normes IFRS 1, IFRS 7, IFRS 9, IFRS 10 et IAS 7.

L'application de ces textes n'a pas eu d'incidence significative sur les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2026. A noter qu'au sein de la catégorie « Trésorerie et équivalents de trésorerie », les amendements à IFRS 9 et IFRS 7 ont entraîné le reclassement des règlements effectués par les clients par carte bancaire, non encore encaissés au 30 juin 2026, de la ligne « Trésorerie » à la ligne « Équivalents de trésorerie » (cf. note 13.2.4).



Normes, amendements et interprétations publiés mais d'application au plus tôt au 1^{er} janvier 2027

Normes, amendements et interprétations	Date d'application ⁽¹⁾
Amendement à IAS 21 – <i>Effets des variations des cours des monnaies étrangères</i> : Modalités de conversion des états financiers dans une monnaie hyperinflationniste	1er janvier 2027 ⁽¹⁾
IFRS 18 – <i>Présentation des états financiers et informations à fournir</i> : Modifications significatives de la structure du compte de résultat ; Informations sur les indicateurs de la performance définis par la direction (MPM – <i>Management Performance Measures</i>) dans une note dédiée	1er janvier 2027
IFRS 19 – <i>Filiales n'ayant pas d'obligation d'information du public</i> : informations à fournir	1er janvier 2027 ⁽¹⁾
IFRS 20 – <i>Actifs réglementaires et passifs réglementaires</i> : Comptabilisation des actifs et passifs spécifiques aux entreprises dont les tarifs sont fixés par un organisme de régulation public	1er janvier 2029 ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Sous réserve de l'adoption par l'Union Européenne.

L'amendement à IAS 21 et les normes IFRS 19 et IFRS 20 ne sont pas applicables pour le Groupe.

La norme IFRS 18, adoptée par l'Union Européenne le 16 février 2026, n'affecte pas la reconnaissance ou l'évaluation des transactions mais modifie les modalités de présentation des états financiers (en particulier du compte de résultat) et les informations à fournir. L'analyse des impacts de présentation de cette norme est toujours en cours.

Le Groupe n'a par ailleurs pas appliqué de textes par anticipation.

1.3 Particularités propres à l'établissement des états financiers intermédiaires

1.3.1 Principes de présentation

Les états financiers consolidés semestriels résumés au 30 juin 2026 sont établis en conformité avec la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire*. S'agissant de comptes résumés, les états financiers consolidés semestriels n'incluent pas l'intégralité des informations financières requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, inclus dans le document d'enregistrement universel déposé auprès de l'AMF (disponible sur demande au siège de la Société, au 93 avenue de Paris – 91300 Massy, ou sur son site internet www.carrefour.com).

1.3.2 Estimation de la charge d'impôt

Conformément à la norme IAS 34, la charge d'impôt du premier semestre est déterminée sur la base du taux d'impôt annuel moyen pondéré estimé au titre de l'exercice 2026 (taux effectif d'impôt), pour chaque entité ou sous-ensemble fiscal (cf. note 10). Les incidences fiscales des transactions spécifiques sont enregistrées sur la période.

La France a transposé la réforme fiscale internationale Pilier 2 dans son droit national. Carrefour SA étant une société de droit français, la réforme est applicable à l'ensemble des juridictions dans lesquelles le Groupe est implanté selon les règles de Pilier 2 depuis le 1^{er} janvier 2024. L'incidence globale est non significative aux bornes du Groupe compte tenu du niveau des taux d'imposition dans les juridictions dans lesquelles le Groupe est implanté.

En France, la Loi de Finances 2026 a instauré une contribution exceptionnelle de 41,2% de l'impôt sur les sociétés pour les grandes entreprises réalisant un chiffre d'affaires supérieur à trois milliards d'euros. En décembre 2026, le Groupe Carrefour devra s'acquitter de cette contribution assise sur la moyenne de l'impôt sur les sociétés dû au titre des exercices 2025 et 2026.

- La part relative à l'exercice 2025 (représentant 20,6% de contribution exceptionnelle) est entièrement comptabilisée dans les impôts sur les résultats du premier semestre 2026.
- La part 2026 (représentant également 20,6% de contribution exceptionnelle) est incluse dans le calcul du taux d'impôt annuel estimé au titre de l'exercice 2026 et impacte donc les impôts sur les résultats du premier semestre 2026 en application de la norme IAS 34.

Pour rappel, une contribution exceptionnelle de 41,2% de l'impôt sur les sociétés était déjà en vigueur au titre de l'exercice 2025. Ce dispositif a été pris en compte au 30 juin 2026 selon les mêmes modalités de comptabilisation que celles déjà retenues au 30 juin 2025.

1.3.3 Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme

La provision pour engagements de retraite et avantages assimilés est comptabilisée sur la base des projections faites par les actuaires, qui se fondent sur les données de la clôture de l'exercice précédent. Le taux d'actualisation des principaux pays contributeurs (zone Euro) est revu au 30 juin (cf. note 11.3). En cas d'évolutions significatives des hypothèses sur le semestre ou d'impacts ponctuels (taux d'actualisation, législation en vigueur, population concernée), les projections sont mises à jour afin d'en tenir compte.

1.4 Recours à des estimations et au jugement

La préparation des états financiers consolidés implique la prise en compte d'estimations et d'hypothèses par la Direction du Groupe qui peuvent affecter la valeur comptable de certains éléments d'actifs et de passifs, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans les notes annexes. La Direction du Groupe revoit ces estimations et hypothèses de manière régulière afin de s'assurer de leur pertinence au regard de l'expérience passée et de la situation économique actuelle. En fonction de l'évolution de ces hypothèses, les éléments figurant dans les futurs états financiers pourraient être différents des estimations actuelles. Outre l'utilisation d'estimations, la Direction du Groupe exerce son jugement pour définir et mettre en œuvre le traitement comptable adéquat de certaines transactions et activités.

Les principales estimations faites par la Direction et jugements exercés pour l'établissement des états financiers consolidés semestriels résumés au 30 juin 2026 sont identiques à ceux décrits dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2025, à l'exception des éléments décrits dans la note 1.3.

1.5 Bases d'évaluation

Les états financiers consolidés sont établis sur la base du coût historique, à l'exception :

- de certains actifs et passifs financiers, évalués à la juste valeur (cf. note 13) ;
- des actifs acquis et passifs repris dans le cadre de regroupements d'entreprises, évalués à la juste valeur ;
- des actifs acquis par voie d'échange, évalués à la juste valeur quand l'opération d'échange revêt une substance commerciale et qu'il est possible d'évaluer de manière fiable la juste valeur des actifs reçus ou de ceux cédés ;
- des actifs non courants détenus en vue de leur vente, évalués et comptabilisés au montant le plus faible entre leur valeur nette comptable et leur juste valeur diminuée des frais liés à la vente.

La notion de juste valeur s'entend comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Conformément à la hiérarchie définie dans la norme IFRS 13 – *Évaluation à la juste valeur*, il existe trois niveaux de juste valeur :

- Niveau 1 : juste valeur évaluée par référence à des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs et passifs identiques ;
- Niveau 2 : juste valeur évaluée par des modèles utilisant des données d'entrée qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) soit indirectement (à savoir des données dérivées de prix) ;
- Niveau 3 : juste valeur évaluée par référence à des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché.

Conversion des états financiers des filiales en hyperinflation

Depuis 2018, l'Argentine est considérée comme une économie en hyperinflation, le taux d'inflation cumulé du pays au cours des trois années précédentes ayant été constamment supérieur à 100%.

Au titre du premier semestre 2026, les états financiers des filiales argentines ont en conséquence été comptabilisés et convertis en euros en application de la norme IAS 29.

La période comparative présentée inclut également l'ajustement lié à l'inflation.

1.6 Influence de l'environnement géopolitique et macroéconomique

Conflit en Ukraine

Le Groupe n'exerce pas d'activités en Ukraine, en Russie, ni en Biélorussie. Il n'y détient aucun actif, aucune participation dans des entités, et n'est bénéficiaire d'aucun contrat de franchise. De plus, l'exposition du Groupe aux produits de ces pays n'est pas jugée significative. Le Groupe n'est pas affecté de manière significative par les restrictions et les sanctions commerciales imposées par certains États à la Russie.

Le Groupe suit de près l'évolution de ce conflit et ses conséquences macroéconomiques et potentiellement opérationnelles, notamment dans son pays intégré limitrophe de l'Ukraine (Pologne).

Conflit au Moyen-Orient

Le Groupe suit avec une attention particulière l'évolution de la situation géopolitique au Moyen-Orient depuis la fin du mois de février 2026.

À la date d'établissement des présents comptes, le Groupe ne constate pas d'impact matériel sur son activité ni de changement significatif dans les habitudes de consommation.

La présence de Carrefour dans cette zone géographique s'opère exclusivement par l'intermédiaire de partenaires franchisés locaux avec lesquels le Groupe maintient une collaboration étroite et un dialogue régulier.

Le Groupe reste mobilisé pour s'adapter à toute évolution de la situation tout en poursuivant la défense du pouvoir d'achat de ses clients.



NOTE 2 : SAISONNALITÉ DE L'ACTIVITÉ

A l'instar des autres groupes de grande distribution, Carrefour exerce une activité dont le volume peut varier de manière sensible au cours de l'année, ce qui peut rendre les comptes consolidés du premier et du deuxième semestre difficilement comparables. Les effets de cette saisonnalité sont particulièrement marqués au niveau du résultat opérationnel courant et de la génération des flux de trésorerie.

Le chiffre d'affaires du Groupe connaît une saisonnalité, caractérisée par un second semestre plus fort que le premier, notamment en raison d'une activité plus soutenue au mois de décembre. L'essentiel des charges opérationnelles (frais de personnel, amortissements, ...) étant en revanche réparti plus linéairement sur l'année, le résultat opérationnel courant du Groupe est historiquement plus faible au premier semestre qu'au second.

Les flux de trésorerie générés par le Groupe sont également affectés de manière significative par cette saisonnalité : la variation du besoin en fonds de roulement constatée au premier semestre est structurellement fortement négative du fait des importants règlements fournisseurs réalisés en début d'année civile au titre des achats effectués pour servir la forte demande du mois de décembre de l'année précédente.



NOTE 3 : FAITS MARQUANTS DE LA PÉRIODE

3.1 Principales variations de périmètre

3.1.1 Principales acquisitions finalisées au cours du premier semestre 2026

Au cours du premier semestre 2026, il n'y a pas eu d'acquisition significative effectuée par le Groupe par rapport au 31 décembre 2025.

3.1.2 Suivi des acquisitions réalisées en 2024 et 2025

Enseignes Cora et Match ainsi que la centrale d'achat Provera (France) / Magasins sous enseigne Casino et Intermarché (France)

Pour mémoire, l'Autorité de la concurrence française avait décidé d'accorder à Carrefour France des dérogations à l'effet suspensif du contrôle des concentrations permettant les acquisitions des enseignes Cora et Match et de certains magasins Casino sans attendre le terme de ses analyses concurrentielles. Fin 2024 et début 2025, l'Autorité a autorisé ces deux opérations sous réserve de la cession par Carrefour de magasins présents dans neuf zones de chalandise au total.

Au cours du premier trimestre 2026, sept magasins ont été repris par Coopérative U et deux magasins par Intermarché, représentant une valorisation totale pour Carrefour de l'ordre de 70 millions d'euros. Le résultat de cession n'est pas significatif (cf. note 6.3).

3.1.3 Principales cessions intervenues au cours du premier semestre 2026

Cession de Carrefour Roumanie

Le 12 février 2026, le Conseil d'Administration a autorisé la cession de l'intégralité de ses activités en Roumanie (« Carrefour Roumanie ») à Paval Holding. S'agissant d'une région géographique principale et distincte, et conformément à nos pratiques comptables appliquées de manière constante, Carrefour Roumanie est depuis lors considérée comme une activité abandonnée conformément aux dispositions de la norme IFRS 5.

Cette cession est devenue effective le 30 juin 2026, notamment suite à l'approbation de l'Autorité de la concurrence roumaine. Cet accord a donné lieu à la perte de contrôle de ces filiales à cette date. Le prix de cession s'élève à 0,3 milliard d'euros environ et l'accord prévoyait le remboursement du compte courant vis-à-vis du Groupe qui s'élevait à 0,2 milliard d'euros environ au moment du *closing*. Le résultat de cession a été comptabilisé dans le résultat net des activités abandonnées. Pour plus de détails, voir note 4.

3.2 Sécurisation des financements long terme du Groupe

Au cours de la période, Carrefour SA a procédé au placement de deux nouvelles émissions obligataires dites *Sustainability-Linked* :

- Le 26 février 2026, pour un montant total de 500 millions d'euros, d'une maturité de 9,8 ans (échéance décembre 2035) et d'un coupon de 3,875% ;
- Le 27 mai 2026, pour un montant total de 750 millions d'euros, d'une maturité de 8 ans (échéance juin 2034) et d'un coupon de 3,875%.

Ces obligations sont indexées sur un premier objectif lié aux réductions d'émissions de gaz à effet de serre sur les scopes 1 et 2, et un deuxième portant sur le nombre de fournisseurs du Groupe engagés dans une stratégie pour le climat.

Ces émissions obligataires s'intègrent dans une stratégie de financement alignée avec les objectifs et ambitions du Groupe en matière de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) : elles ont été réalisées dans le cadre du Framework de type SLB (*Sustainability-Linked Bond*) de son programme EMTN (*Euro-Medium Term Notes*) renouvelé en juin 2025.

A contrario, le 4 mai 2026, Carrefour SA a procédé au remboursement à échéance d'un emprunt obligataire de 500 millions d'euros, assorti d'une maturité initiale de 7,5 ans et d'un coupon de 1,75%.



Le 3 juin 2026, Carrefour SA a également procédé pour un montant total de 200 millions d'euros au rachat :

- d'une partie de ses souches d'obligations existantes de 1 milliard d'euros, d'un coupon de 2,625% et arrivant à échéance en décembre 2027, dont 800 millions d'euros étaient encore en circulation suite à un premier rachat de 200 millions d'euros effectué en mai 2025 ;
- d'une partie de ses souches d'obligations *Sustainability-Linked* de 850 millions d'euros, d'un coupon de 4,125% et arrivant à échéance en octobre 2028.

La maturité moyenne du socle obligataire de Carrefour SA s'établit en conséquence à 4,1 ans à fin juin 2026 contre 3,7 ans à fin décembre 2025 et 4,2 ans à fin juin 2025.

Ces opérations permettent de sécuriser la liquidité du Groupe à court et moyen terme dans un environnement économique incertain, et s'inscrivent dans la stratégie de sécurisation des financements de Carrefour.

Au 30 juin 2026, le Groupe est noté BBB perspective stable par Standard & Poor's.

Financements de la filiale brésilienne Atacadão

Au 30 juin 2026, cinq financements inter-compagnie RCF (*Revolving Credit Facility*) existent entre la société Carrefour Finance et les filiales brésiliennes Atacadão et WMS (filiale Atacadão) pour un montant total de 18,75 milliards de réals (soit 3,2 milliards d'euros environ au taux de conversion du 30 juin 2026). Ces financements comprennent :

- un premier RCF d'un montant de 1,9 milliard de réals, d'un taux d'intérêt annuel de 14,80%, émis initialement le 25 mai 2022 et reconduit en 2025 pour une durée de 3 ans (échéance juillet 2028) ;
- un deuxième RCF d'un montant de 6,3 milliards de réals, d'un taux d'intérêt annuel de 15,29%, émis initialement le 2 mai 2023 et reconduit le 22 avril 2026 pour une durée de 2 ans ;
- un troisième RCF d'un montant de 750 millions de réals, d'un taux d'intérêt annuel de 15,40%, émis le 15 juillet 2025 pour une durée de 3 ans ;
- un quatrième RCF d'un montant de 9,05 milliards de réals, d'un taux d'intérêt annuel de 15,40%, émis le 25 juillet 2025 pour une durée de 3 ans ;
- un cinquième RCF d'un montant de 750 millions de réals, d'un taux d'intérêt annuel de 15,40%, émis le 25 juillet 2025 pour une durée de 3 ans.

Ces financements intragroupe RCF sont qualifiés d'investissements nets dans une activité à l'étranger (*Net Investment*), et font ainsi l'objet d'une revalorisation par capitaux propres.

3.3 Paiement du dividende 2025 en numéraire

L'Assemblée Générale des actionnaires de Carrefour, réunie le 22 mai 2026, a fixé le dividende relatif à l'exercice 2025 à 0,97 euro par action à verser intégralement en numéraire.

Le 28 mai 2026 a eu lieu le versement du dividende global pour un montant de 686 millions d'euros.

**NOTE 4 : RETRAITEMENT DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU PREMIER SEMESTRE 2025****4.1 Classement en activité abandonnée de Carrefour Italie conformément à la norme IFRS 5**

Le 24 juillet 2025, le Conseil d'Administration a autorisé la cession de la totalité de ses filiales en Italie (« Carrefour Italie ») à NewPrinces Group. Carrefour Italie opérait un réseau multi-format de 1 188 magasins (dont 41 hypermarchés, 315 supermarchés, 820 magasins de proximité et 12 magasins de cash & carry).

Cette cession est devenue effective le 1^{er} décembre 2025, notamment suite à l'approbation de l'Autorité de la concurrence européenne. Cet accord a donné lieu à la perte de contrôle de ces filiales à cette date.

S'agissant d'une région géographique principale et distincte, et conformément à nos pratiques comptables appliquées de manière constante, Carrefour Italie est considérée comme une activité abandonnée conformément aux dispositions de la norme IFRS 5.

Ainsi, le résultat net et les flux de trésorerie de ces filiales ont été reclassés dans les lignes relatives aux activités abandonnées du compte de résultat consolidé et du tableau des flux de trésorerie consolidés du premier semestre 2025 (cf. notes 4.3 et 4.4).

4.2 Classement en activité abandonnée de Carrefour Roumanie conformément à la norme IFRS 5

Le 12 février 2026, le Groupe a annoncé être entré en négociations exclusives en vue de la cession de l'intégralité de ses activités en Roumanie (« Carrefour Roumanie ») à Paval Holding. Carrefour Roumanie opère un réseau multi-format de 478 magasins (dont 55 hypermarchés et 191 supermarchés).

Cette cession est devenue effective le 30 juin 2026, notamment suite à l'approbation de l'Autorité de la concurrence roumaine le 17 juin 2026. Cet accord a donné lieu à la perte de contrôle de ces filiales à cette date.

S'agissant d'une région géographique principale et distincte, et conformément à nos pratiques comptables appliquées de manière constante, Carrefour Roumanie est considérée comme une activité abandonnée conformément aux dispositions de la norme IFRS 5.

Ainsi, le résultat net et les flux de trésorerie de ces filiales ont été reclassés dans les lignes relatives aux activités abandonnées du compte de résultat consolidé et du tableau des flux de trésorerie consolidés du premier semestre 2026. A des fins de comparaison, le résultat net et les flux de trésorerie du premier semestre 2025 ont été reclassés dans ces mêmes lignes (cf. notes 4.3 et 4.4).

Les principaux agrégats du compte de résultat consolidé de Carrefour Roumanie au titre des premiers semestres 2026 et 2025 se présentent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2026	1er semestre 2025
Chiffre d'affaires hors taxes	1 262	1 336
Marge des activités courantes	305	336
Frais généraux et amortissements	(328)	(342)
Résultat opérationnel courant	(24)	(6)
Résultat opérationnel	(23)	(8)
Résultat avant impôts	(39)	(27)
Impôts sur les résultats	9	8
Résultat net de la période	(30)	(19)
Investissements corporels et incorporels	(14)	(16)



4.3 Incidences sur le compte de résultat consolidé du premier semestre 2025 du retraitement IFRS 5 de Carrefour Italie et de Carrefour Roumanie

(en millions d'euros)	1er semestre 2025 publié	Reclassement IFRS 5 Roumanie	Reclassement IFRS 5 Italie	1er semestre 2025 retraité IFRS 5
Chiffre d'affaires hors taxes	41 755	(1 336)	(1 771)	38 648
Programmes de fidélisation	(450)	7	(7)	(449)
Chiffre d'affaires hors taxes, net de la fidélisation	41 306	(1 329)	(1 778)	38 199
Autres revenus	1 468	(4)	(50)	1 413
Revenus totaux	42 773	(1 333)	(1 828)	39 613
Coût des ventes	(34 579)	996	1 446	(32 137)
Marge des activités courantes	8 195	(336)	(382)	7 476
Frais généraux et amortissements	(7 513)	342	422	(6 749)
Résultat opérationnel courant	681	6	40	727
Quote-part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence	14	–	0	14
Résultat opérationnel courant après quote-part des sociétés mises en équivalence	695	6	40	741
Produits et charges non courants	(529)	2	488	(39)
Résultat opérationnel	166	8	528	702
Résultat financier	(308)	20	13	(275)
Coût de l'endettement financier net	(210)	4	6	(201)
Intérêts nets relatifs aux contrats de location	(119)	4	8	(107)
Autres produits et charges financiers	21	12	(0)	33
Résultat avant impôts	(142)	27	542	427
Impôts sur les résultats	(189)	(8)	(1)	(198)
Résultat net des activités poursuivies	(331)	19	541	229
Résultat net des activités abandonnées	(30)	(19)	(541)	(590)
Résultat net de la période	(361)	–	–	(361)
dont résultat net - part du Groupe	(401)	–	–	(401)
dont résultat net des activités poursuivies - part du Groupe	(371)	19	540	189
dont résultat net des activités abandonnées - part du Groupe	(30)	(19)	(540)	(589)
dont résultat net - part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	40	–	–	40
dont résultat net des activités poursuivies - part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	40	–	1	41
dont résultat net des activités abandonnées - part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	–	–	(1)	(1)



4.4 Incidences sur le tableau des flux de trésorerie consolidés du premier semestre 2025 du retraitement IFRS 5 de Carrefour Italie et de Carrefour Roumanie

(en millions d'euros)	1er semestre 2025 publié	Reclassement IFRS 5 Roumanie	Reclassement IFRS 5 Italie	1er semestre 2025 retraité IFRS 5
Résultat avant impôt	(142)	27	542	427
OPÉRATIONS D'EXPLOITATION				
Impôts payés	(217)	12	(1)	(206)
Dotations aux amortissements	1 255	(73)	(89)	1 093
Plus et moins-values sur cessions d'actifs et autres	(148)	(6)	–	(154)
Variation des provisions et <i>impairment</i>	544	(1)	(454)	89
Coût de l'endettement financier net	210	(4)	(6)	201
Intérêts nets relatifs aux contrats de location	119	(4)	(8)	107
Part dans le résultat et dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	63	–	–	63
Impact des activités abandonnées	(0)	48	16	64
Autofinancement	1 683	–	–	1 683
Variation du besoin en fonds de roulement	(2 142)	133	68	(1 942)
Impact des activités abandonnées	–	(133)	(68)	(201)
Variation de la trésorerie issue des opérations d'exploitation (hors sociétés financières)	(459)	–	–	(459)
Variation des encours sur crédit à la consommation	(141)	–	–	(141)
Variation de la trésorerie issue des opérations d'exploitation - total	(600)	–	–	(600)
OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT				
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(575)	16	17	(542)
Acquisitions d'actifs financiers non courants	(26)	–	–	(26)
Acquisitions de filiales et de participations dans des entreprises associées	(163)	–	4	(159)
Cessions de filiales et de participations dans des entreprises associées	168	–	–	168
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	187	(0)	(3)	184
Cessions d'actifs financiers non courants	9	–	–	9
Variation des créances et dettes sur acquisitions et cessions d'immobilisations	(233)	12	21	(200)
Sous-total investissements nets de désinvestissements	(633)	28	39	(566)
Autres emplois	(20)	(0)	(2)	(21)
Impact des activités abandonnées	–	(28)	(38)	(65)
Variation de la trésorerie issue des opérations d'investissement - total	(653)	–	–	(653)
OPÉRATIONS DE FINANCEMENT				
Augmentation / (Réduction) de capital de Carrefour SA	(60)	–	–	(60)
Augmentation de capital en numéraire souscrite par des participations ne donnant pas le contrôle	6	–	–	6
Dividendes versés par Carrefour SA	(812)	–	–	(812)
Dividendes reçus des participations financières nets des dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(4)	–	–	(4)
Variation des actions propres et autres instruments	(1)	–	–	(1)
Variation des actifs financiers courants	60	0	0	60
Émission d'emprunts obligataires	1 650	–	–	1 650
Remboursement d'emprunts obligataires	(950)	–	–	(950)
Intérêts financiers nets versés	(120)	4	6	(111)
Autres variations de l'endettement	698	0	2	701
Paievements relatifs aux contrats de location (principal)	(562)	37	61	(464)
Intérêts nets versés relatifs aux contrats de location	(121)	5	8	(108)
Impact des activités abandonnées	–	(46)	(77)	(123)
Variation de la trésorerie issue des opérations de financement - total	(216)	–	–	(216)
Variation nette de la trésorerie avant effet de change	(1 469)	–	–	(1 469)
Incidence des variations de change	(74)	–	–	(74)
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE	(1 544)	–	–	(1 544)
Trésorerie à l'ouverture de la période	6 564	–	–	6 564
Trésorerie à la clôture de la période	5 021	–	–	5 021



NOTE 5 : INFORMATION SECTORIELLE

Depuis le 1^{er} janvier 2026, le Groupe présente son information sectorielle en regroupant les pays dans lesquels il opère selon les zones géographiques suivantes :

- France ;
- Brésil ;
- Espagne ;
- Autres pays : Belgique, Pologne et Argentine (l'Italie et la Roumanie, ayant été cédées respectivement le 1^{er} décembre 2025 et le 30 juin 2026, sont présentées en activités abandonnées).

Les résultats réalisés par certaines entités exerçant des fonctions supports font l'objet d'une allocation aux différents pays, *au prorata* de l'activité déployée au bénéfice de chacun d'entre eux. Les produits et charges résiduels de ces entités restent présentés comme les années précédentes au sein des « fonctions globales ».

5.1 Résultats sectoriels

1er semestre 2026 (en millions d'euros)	Total Groupe	France	Brésil	Espagne	Autres pays	Fonctions globales
Chiffre d'affaires hors taxes	39 434	20 607	9 080	5 300	4 447	–
Autres revenus	1 447	461	653	186	116	31
Résultat opérationnel courant avant amortissements	1 865	914	527	352	114	(42)
Dotations aux amortissements ¹	(1 109)	(614)	(168)	(175)	(148)	(3)
Résultat opérationnel courant	757	300	359	177	(34)	(46)
Investissements corporels et incorporels	526	312	92	67	53	1

1er semestre 2025 retraité IFRS 5 (en millions d'euros)	Total Groupe	France	Brésil	Espagne	Autres pays	Fonctions globales
Chiffre d'affaires hors taxes	38 648	20 270	8 790	5 155	4 434	–
Autres revenus	1 413	448	626	187	120	32
Résultat opérationnel courant avant amortissements	1 821	872	504	336	133	(25)
Dotations aux amortissements ¹	(1 093)	(609)	(165)	(171)	(146)	(4)
Résultat opérationnel courant	727	264	340	165	(12)	(28)
Investissements corporels et incorporels	542	305	109	71	57	1

(1) Y compris amortissements des immobilisations logistiques inclus dans le coût des ventes.



5.2 Bilans sectoriels

30/06/2026 (en millions d'euros)	Total Groupe	France	Brésil	Espagne	Autres pays	Fonctions globales
ACTIF						
Goodwill	8 598	5 706	954	1 068	868	1
Autres immobilisations incorporelles	1 391	683	204	304	177	23
Immobilisations corporelles	12 102	5 636	3 899	1 514	1 049	3
Immeubles de placement	200	12	94	21	74	–
Droits d'utilisation de l'actif	4 300	1 823	871	903	702	1
Autres actifs sectoriels	19 631	7 125	7 701	2 882	1 588	336
Total Actifs sectoriels	46 222	20 985	13 723	6 693	4 456	365
Autres actifs non affectés	8 206					
TOTAL ACTIF	54 428					
PASSIF (hors capitaux propres)						
Passifs sectoriels	27 762	11 403	7 263	5 231	3 530	335
Autres passifs non affectés	14 855					
TOTAL PASSIF	42 617					

31/12/2025 (en millions d'euros)	Total Groupe	France	Brésil	Espagne	Autres pays	Fonctions globales
ACTIF						
Goodwill	8 670	5 702	872	1 069	1 025	1
Autres immobilisations incorporelles	1 459	689	187	313	244	25
Immobilisations corporelles	12 168	5 729	3 673	1 527	1 237	2
Immeubles de placement	202	12	87	19	84	–
Droits d'utilisation de l'actif	4 600	1 929	772	891	1 007	1
Autres actifs sectoriels	18 855	6 956	6 592	2 750	1 945	612
Total Actifs sectoriels	45 953	21 017	12 183	6 570	5 541	642
Autres actifs non affectés	9 260					
TOTAL ACTIF	55 213					
PASSIF (hors capitaux propres)						
Passifs sectoriels	29 682	12 144	7 231	5 335	4 539	433
Autres passifs non affectés	13 862					
TOTAL PASSIF	43 544					

Conformément à la norme IFRS 5, le bilan consolidé du groupe Carrefour au 31 décembre 2025 n'a pas été retraité des actifs et passifs de Carrefour Roumanie.



NOTE 6 : DONNÉES OPÉRATIONNELLES

6.1 Produits des activités ordinaires

6.1.1 Chiffre d'affaires hors taxes

(en millions d'euros)	1er semestre 2026	1er semestre 2025 retraité IFRS 5	% Prog.
Chiffre d'affaires hors taxes	39 434	38 648	2,0%

À taux de change constants, le chiffre d'affaires du premier semestre 2026 se serait élevé à 39 302 millions d'euros contre 38 648 millions d'euros au titre du premier semestre 2025 retraité IFRS 5, soit une hausse de 1,7%.

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2026 à taux de change constant est calculé en appliquant les taux de conversion du premier semestre 2025 pour les filiales dont la devise fonctionnelle n'est pas l'euro.

L'incidence de la variation des taux de change s'élève à 131 millions d'euros, imputable en quasi-totalité au Brésil et à l'Argentine pour respectivement 429 millions d'euros et (295) millions d'euros.

Chiffre d'affaires hors taxes par pays ⁽¹⁾

(en millions d'euros)	1er semestre 2026	1er semestre 2025 retraité IFRS 5
France	20 607	20 270
Brésil	9 080	8 790
Espagne	5 300	5 155
Autres pays	4 447	4 434
Belgique	1 987	1 992
Argentine	1 502	1 427
Pologne	958	1 015
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES HORS TAXES	39 434	38 648

(1) La quasi-totalité du chiffre d'affaires est comptabilisée à une date spécifique. Le montant du chiffre d'affaires comptabilisé progressivement n'est pas significatif à l'échelle du Groupe.

6.1.2 Autres revenus

(en millions d'euros)	1er semestre 2026	1er semestre 2025 retraité IFRS 5	% Prog.
Produits financiers et commissions ¹	846	806	5,0%
Redevances de franchise et de location-gérance	189	195	(2,8)%
Revenus de location et de sous-location	106	95	11,0%
Revenus de l'activité de promotion immobilière ²	—	7	(100,0)%
Revenus divers ³	306	311	(1,3)%
TOTAL AUTRES REVENUS	1 447	1 413	2,4%

(1) Comprennent le produit net des activités de banque et d'assurance du Groupe.

(2) Correspondent aux prix de vente des ensembles immobiliers qui ont été développés par le Groupe en vue de leur revente. Compte tenu des coûts de développement, présentés en Coût des ventes, la marge de promotion s'élevait à 2 millions d'euros au premier semestre 2025. Aucun projet de promotion immobilière n'a été réalisé au cours du premier semestre 2026.

(3) Les revenus divers concernent notamment les revenus générés par le retail media et ceux liés aux services marchands, ainsi que les commissions liées aux prestations réalisées pour des fournisseurs et celles réalisées sur les ventes (Marketplaces).



6.2 Frais généraux et amortissements

(en millions d'euros)

	1er semestre 2026	1er semestre 2025 retraité IFRS 5	% Prog.
Frais généraux	(5 788)	(5 790)	(0,0)%
Amortissements des immobilisations et immeubles de placement	(643)	(634)	1,5%
Amortissements des droits d'utilisation de l'actif - immobilisations et immeubles de placement	(330)	(325)	1,5%
TOTAL FRAIS GÉNÉRAUX ET AMORTISSEMENTS	(6 761)	(6 749)	0,2%

Frais généraux

Les frais généraux se détaillent comme suit :

(en millions d'euros)

	1er semestre 2026	1er semestre 2025 retraité IFRS 5	% Prog.
Frais de personnel	(3 565)	(3 546)	0,5%
Honoraires	(401)	(398)	0,7%
Taxes	(389)	(413)	(5,6)%
Entretien et réparation	(362)	(360)	0,5%
Énergie et électricité	(277)	(272)	2,0%
Publicité	(235)	(240)	(2,0)%
Locations immobilières (hors IFRS 16)	(54)	(49)	11,4%
Autres frais généraux	(505)	(513)	(1,7)%
TOTAL FRAIS GÉNÉRAUX	(5 788)	(5 790)	(0,0)%

Au cours du premier semestre 2026, la maîtrise des frais généraux reflète notamment la poursuite des efforts de compétitivité mis en œuvre par le Groupe.

Amortissements

En prenant en compte les amortissements logistiques inclus dans le coût des ventes, le total des amortissements comptabilisés au compte de résultat s'élève à (1 109) millions d'euros au 30 juin 2026 (contre (1 093) millions d'euros au 30 juin 2025 retraité IFRS 5) et se décompose comme suit :

(en millions d'euros)

	1er semestre 2026	1er semestre 2025 retraité IFRS 5	% Prog.
Immobilisations corporelles	(507)	(501)	1,0%
Immobilisations incorporelles	(132)	(129)	2,9%
Immeubles de placement	(4)	(4)	8,5%
Amortissements des immobilisations et immeubles de placement	(643)	(634)	1,5%
Amortissements des droits d'utilisation de l'actif - immobilisations et immeubles de placement	(330)	(325)	1,5%
Amortissements des immobilisations logistiques	(29)	(31)	(7,2)%
Amortissements des droits d'utilisation de l'actif - immobilisations logistiques	(107)	(103)	3,3%
TOTAL AMORTISSEMENTS	(1 109)	(1 093)	1,4%



6.3 Produits et charges non courants

Sont comptabilisés en produits et charges non courants certains éléments significatifs à caractère inhabituel de par leur nature et leur fréquence tels que les dépréciations d'actifs non courants, les résultats de cession d'actifs non courants, les coûts de restructuration et des charges et produits liés à des réestimations de risques d'origine ancienne, sur la base d'informations ou d'éléments dont le Groupe a eu connaissance au cours de la période.

Le résultat non courant du premier semestre 2026 est une charge nette de (165) millions d'euros et se décompose de la manière suivante :

(en millions d'euros)	1er semestre 2026	1er semestre 2025 retraité IFRS 5
Résultat de cession d'actifs	54	131
Coûts de restructuration	(52)	(44)
Autres produits et charges non courants	(41)	(42)
Résultat non courant avant dépréciations et pertes sur actifs	(38)	45
Dépréciations et pertes sur actifs	(127)	(84)
<i>dont dépréciations et pertes sur goodwill</i>	(97)	(70)
<i>dont dépréciations et pertes sur actifs corporels et incorporels et autres</i>	(30)	(15)
PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS	(165)	(39)
Dont :		
<i>total des produits non courants</i>	232	221
<i>total des charges non courantes</i>	(397)	(260)

Résultat de cession d'actifs

Il comprend le résultat de cession de 9 magasins suite aux décisions de l'Autorité de la concurrence française (cf. note 3.1.2) à hauteur de 35 millions d'euros (avant la sortie d'une quote-part du *goodwill* pour (39) millions d'euros – cf. ci-dessous).

Il inclut par ailleurs des plus et moins-values réalisées dans le cadre de diverses cessions d'actifs (murs, terrains, fonds de commerce de magasins), notamment au Brésil et à des franchisés en France.

Coûts de restructuration

Les coûts de restructuration comptabilisés sur le premier semestre 2026 correspondent essentiellement aux dotations liées au dispositif de Gestion des Emplois et des Parcours Professionnels (GEPP) annoncé en mai 2026 dans les magasins de la filiale française Cora (cf. note 11.5). Ils comprennent également les mesures mises en œuvre dans les sièges et magasins en Espagne et en Argentine.

Autres produits et charges non courants

Les autres produits et charges non courants enregistrés au cours du premier semestre 2026 comprennent essentiellement des provisions pour risques légaux et sociaux dans certaines géographies du Groupe. Ces charges sont partiellement compensées par des reprises nettes de provisions notamment au Brésil pour risques fiscaux liés aux crédits ICMS suite à prescriptions ou apport à des programmes d'amnisties.

Dépréciations et pertes sur actifs

Les dépréciations et pertes sur actifs enregistrées au cours du premier semestre 2026 comprennent essentiellement (i) la dépréciation du *goodwill* polonais à hauteur de (58) millions d'euros et (ii) la sortie d'une quote-part du *goodwill* français pour (39) millions d'euros suite aux cessions de 9 magasins (cf. ci-dessus). Elles incluent également l'impact lié à diverses dépréciations et mises au rebut d'actifs principalement au Brésil.



Rappel des principaux éléments comptabilisés au premier semestre 2025

Le résultat de cession d'actifs était principalement composé des plus-values réalisées suite à la cession de 9,87 millions d'actions Carmila par voie de placement privé pour 45 millions d'euros environ, la vente du portefeuille d'assurance-vie de Carrefour Banque en France pour 21 millions d'euros ainsi que le résultat de cession en *sale and lease back* des murs de 8 supermarchés en France pour 9 millions d'euros. Il incluait par ailleurs des plus et moins-values réalisées dans le cadre de diverses cessions d'actifs immobilisés (murs, terrains, fonds de commerce de magasins), notamment au Brésil et à des franchisés en France.

Les coûts de restructuration correspondaient principalement aux mesures mises en œuvre dans les sièges et magasins en Espagne.

Les autres produits et charges non courants comprenaient essentiellement des provisions pour risques légaux dans certaines géographies du Groupe.

Les dépréciations et pertes sur actifs comprenaient la dépréciation partielle du *goodwill* polonais à hauteur de (50) millions d'euros ainsi que celle du *goodwill* brésilien pour (20) millions d'euros suite aux cessions des murs de magasins non rentables fermés au cours de la période. Elles incluaient également l'impact lié à diverses dépréciations et mises au rebut d'actifs immobilisés en France et au Brésil.

6.4 Besoin en fonds de roulement

6.4.1 Variation du besoin en fonds de roulement

La variation du Besoin en Fonds de Roulement (BFR) comprise dans la « variation de la trésorerie issue des opérations d'exploitation » du tableau des flux de trésorerie se décompose comme suit :

(en millions d'euros)	1er semestre 2026	1er semestre 2025 retraité IFRS 5	Variation
Variation des stocks	(434)	(353)	(82)
Variation des créances commerciales	(156)	(130)	(26)
Variation des créances et dettes fournisseurs	(1 372)	(1 242)	(130)
Variation des dettes de fidélité	(13)	(30)	17
Variation du BFR marchand ("Trésorerie marchandises")	(1 975)	(1 754)	(220)
Variation des autres créances et autres dettes	(298)	(187)	(111)
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	(2 273)	(1 942)	(331)

Ces éléments, comme tous les autres éléments du tableau des flux de trésorerie, sont convertis au taux moyen de la période.

6.4.2 Créances commerciales

(en millions d'euros)	30/06/2026	31/12/2025
Créances sur les clients	2 298	2 105
Dépréciation des créances	(280)	(288)
Total Créances sur les clients	2 017	1 817
Fournisseurs débiteurs	1 298	1 376
TOTAL CRÉANCES COMMERCIALES	3 315	3 193

Certaines filiales du Groupe procèdent à des cessions de créances commerciales. Conformément à la norme IFRS 9, les créances concernées sont décomptabilisées lorsque les risques et avantages qui leur sont associés (principalement les risques d'insolvabilité du débiteur, de retard de paiement et de dilution) sont substantiellement transférés à un tiers. Ces cessions de créances sont sans droit de recours.

Dans l'ensemble des pays européens, Carrefour a négocié des lignes de cessions de créances commerciales, essentiellement de créances vis-à-vis de franchisés, avec une ou plusieurs banques selon les géographies. Il s'agit de banques internationales de premier plan dont la Société Générale



pour la France et pour la Belgique et, Caixa, Santander, Sabadell, BBVA et BNP pour l'Espagne. Dans un souci d'optimisation des coûts de cession, ces lignes sont ajustées avec les banques au cours de l'année en fonction des volumes de factures disponibles à céder.

En Amérique Latine au contraire, il n'y a pas de lignes de cessions de créances commerciales. Les filiales brésiliennes, ayant des besoins de liquidités temporaires, peuvent céder des créances commerciales sous forme de *tender offer* sur une plateforme où des banques ou des *brokers* peuvent proposer leurs conditions financières. Ces cessions correspondent à des créances de clients ayant payé leurs courses en plusieurs fois. Aucun programme n'existe en Argentine.

Au 30 juin 2026, les cessions de créances commerciales se sont élevées à 1,3 milliard d'euros contre 1,2 milliard d'euros au 30 juin 2025, évolution reflétant très largement l'appréciation du réal brésilien versus euros. Elles concernent majoritairement le Brésil et la France.

Pour mémoire, le montant des cessions de créances commerciales s'élevait à 1,4 milliard d'euros au 31 décembre 2025.

6.5 Activités de banque et d'assurance

6.5.1 Encours clients des sociétés financières

Au 30 juin 2026, les encours clients des sociétés financières s'élèvent à 6 716 millions d'euros (contre 6 460 millions d'euros au 31 décembre 2025) et se composent comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/2026	31/12/2025
Encours cartes	7 825	7 145
Encours prêts	1 376	1 363
Encours crédits (liés à des achats magasins)	22	29
Autres encours ¹	191	191
Dépréciation	(2 698)	(2 267)
TOTAL ENCOURS CLIENTS	6 716	6 460
Part à moins d'un an	4 867	4 663
Part à plus d'un an	1 848	1 797

(1) Les autres encours correspondent essentiellement aux prêts et crédits restructurés.

Les encours clients des sociétés financières correspondent aux créances détenues sur la clientèle (encours des cartes de paiement, prêts personnels...).

La valeur brute des encours clients augmente de presque 700 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2025, dont 500 millions d'euros reflétant l'appréciation significative du réal brésilien intervenue sur la période. Hors effet de change, la progression des encours reflète le dynamisme commercial démontré au Brésil par CSF (*Banco Carrefour do Brasil*) et dans une moindre mesure celui de l'Espagne sur les prêts personnels. A l'inverse, les encours clients bruts diminuent légèrement en France, traduisant le maintien de conditions d'octroi sélectives sur les prêts personnels.

La valeur brute des encours clients des sociétés financières au 30 juin 2026 est composée à 61% d'encours classés en catégorie 1, 8% d'encours classés en catégorie 2 et 31% d'encours classés en catégorie 3. Au 31 décembre 2025, les catégories 1, 2 et 3 représentaient respectivement 65%, 7% et 28% de la valeur brute des encours clients des sociétés financières.

En conséquence, le taux de dépréciation moyen augmente de 2,7% par rapport au 31 décembre 2025. Cette hausse traduit essentiellement les pertes de crédit attendues au Brésil et en Argentine.



6.5.2 Refinancement des encours clients des sociétés financières

Le refinancement des encours clients des sociétés financières, de 5 791 millions d'euros au 30 juin 2026 (contre 5 480 millions d'euros au 31 décembre 2025), est assuré par les sources de financement suivantes :

(en millions d'euros)	30/06/2026	31/12/2025
Emprunts obligataires	1 211	1 225
Dettes représentées par un titre ¹	759	589
Emprunts bancaires	403	407
Comptes sur livret clients	271	287
Titrisation ²	926	925
Autres dettes de refinancement auprès des établissements financiers	2 209	2 038
Autres	12	7
TOTAL REFINANCEMENT DES ENCOURS CLIENTS	5 791	5 480
Part à moins d'un an	3 525	2 869
Part à plus d'un an	2 266	2 611

(1) Les dettes représentées par un titre sont principalement composées des Negotiable European Commercial Paper (Neu CP) et Negotiable European Medium Term Notes (Neu MTN) émis par Carrefour Banque, ainsi que des Letras Financeiras et certificats de dépôts émis par CSF (Banco Carrefour do Brasil).

(2) Ce poste comprend (i) l'opération de titrisation de crédit renouvelable portant sur un encours titrisé de 300 millions d'euros, qui s'inscrit dans le cadre du programme « Master Credit Cards Pass », initialement lancée par Carrefour Banque en France en 2013 et renouvelée tous les 3 ans depuis, et (ii) les opérations de titrisation de prêts personnels et de crédit renouvelable émises par Servicios Financieros Carrefour en Espagne en 2025 portant sur des encours titrisés de 275 millions d'euros et 350 millions d'euros respectivement.

**NOTE 7 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET IMMEUBLES DE PLACEMENT****7.1 Goodwill et autres immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles du Groupe se composent principalement de *goodwill*, présentés sur une ligne distincte de l'état de la situation financière.

(en millions d'euros)	30/06/2026	31/12/2025
Goodwill	8 598	8 670
Autres immobilisations incorporelles	1 391	1 459
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	9 989	10 128

La valeur des *goodwill* constatés par le Groupe fait l'objet d'un suivi au niveau des secteurs opérationnels constitués par les pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités au travers de magasins intégrés.

La valeur nette comptable des *goodwill* se décompose comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/2026	31/12/2025
France	5 706	5 702
Espagne	1 068	1 069
Brésil	954	872
Belgique	867	867
Pologne	–	58
Roumanie	–	99
Argentine	1	1
Fonctions globales	1	1
TOTAL	8 598	8 670

La baisse de (72) millions d'euros des *goodwill* sur le premier semestre 2026 reflète principalement les éléments suivants :

- La sortie du *goodwill* de Carrefour Roumanie pour (99) millions d'euros suite à la cession du pays ;
- La dépréciation du *goodwill* polonais résiduel à hauteur de (58) millions d'euros ;
- La sortie d'une quote-part du *goodwill* français à hauteur de (39) millions d'euros, liée à la cession de neuf magasins. Cette opération fait suite aux remèdes imposés par l'Autorité de la concurrence dans le cadre de la validation des acquisitions des enseignes Cora et Match (2024) et de certains magasins Casino et Intermarché (2024-2025) (cf. note 3.1.2 pour plus de détails) ;
- Diverses acquisitions de fonds de commerce de magasins en France (dont un supermarché à Monaco) pour un montant total de 40 millions d'euros environ ;
- L'appréciation du réal brésilien sur la période qui a entraîné un écart de conversion positif de 80 millions d'euros environ.



Tests de perte de valeur au 30 juin 2026

Conformément à la norme IAS 36 – *Dépréciation d'actifs*, les *goodwill* ne sont pas amortis et font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an. A chaque arrêté intermédiaire, conformément à la norme, le Groupe identifie les potentiels indices de pertes de valeur et réalise des tests supplémentaires en cas d'identification de tels indices.

Les indicateurs retenus par le Groupe sont notamment :

- Un indice de perte de valeur interne : dégradation significative du ratio [Résultat opérationnel courant avant amortissements / ventes nettes hors essence] entre le budget et le dernier atterrissage ;
- Des indices de perte de valeur externes : hausse significative du taux d'actualisation et/ou dégradation importante de la prévision de croissance du PIB établie par le FMI.

À l'exception de la Pologne détaillée ci-après, les tests d'impairment complémentaires mis en œuvre en cas d'identification d'indices de perte de valeur n'ont pas conduit à une dépréciation du *goodwill*.

Focus sur la Pologne

Pour rappel, à la suite d'une analyse approfondie tenant compte des multiples observés pour des actifs comparables dans le secteur de la distribution, de la valeur de marché des actifs immobiliers polonais, ainsi que de la valeur d'utilité de nos activités en Pologne, la valeur recouvrable retenue par la Direction Générale du Groupe au 31 décembre 2025 avait entraîné la comptabilisation d'une dépréciation partielle du *goodwill* polonais à hauteur de (190) millions d'euros.

Les performances du premier semestre 2026 (notamment concernant le chiffre d'affaires), ainsi que les projections pour la fin de l'année de Carrefour Pologne, ont conduit la Direction Générale du Groupe à revoir à la baisse l'estimation de la juste valeur de ces activités. Cette mise à jour a entraîné la comptabilisation de la dépréciation du *goodwill* polonais résiduel à hauteur de (58) millions d'euros.



7.2 Immobilisations corporelles

(en millions d'euros)	30/06/2026			
	Valeur brute	Amortissements	Dépréciations	Valeur nette
Terrains	3 249	–	(42)	3 207
Constructions	11 102	(5 822)	(135)	5 145
Matériels, agencements et installations	14 472	(11 118)	(254)	3 101
Autres immobilisations	1 008	(839)	(6)	163
Immobilisations en cours	486	–	–	486
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	30 318	(17 779)	(437)	12 102

(en millions d'euros)	31/12/2025			
	Valeur brute	Amortissements	Dépréciations	Valeur nette
Terrains	3 243	–	(37)	3 205
Constructions	10 989	(5 795)	(137)	5 057
Matériels, agencements et installations	14 330	(10 876)	(265)	3 190
Autres immobilisations	1 000	(818)	(6)	176
Immobilisations en cours	540	–	–	540
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	30 102	(17 488)	(446)	12 168

La relative stabilité des immobilisations corporelles sur la période reflète des évolutions opposées : à la baisse la sortie des immobilisations détenues par la Roumanie à hauteur de (0,2) milliard d'euros, et à la hausse l'écart de conversion favorable du réal brésilien sur la période (+0,3 milliard d'euros environ).

7.3 Immeubles de placement

(en millions d'euros)	30/06/2026	31/12/2025
Immeubles de placement (valeur brute)	385	388
Amortissements et dépréciations	(185)	(187)
TOTAL IMMEUBLES DE PLACEMENT	200	202

Les immeubles de placement détenus par le Groupe sont constitués de galeries commerciales construites à proximité des magasins.

La valeur nette des immeubles de placement est stable par rapport au 31 décembre 2025.



NOTE 8 : CONTRATS DE LOCATION

La baisse des droits d'utilisation de l'actif et des engagements locatifs par rapport au 31 décembre 2025 reflète principalement la sortie de ceux comptabilisés par Carrefour Roumanie à hauteur de (300) millions d'euros environ (cf. note 3.1.3).

8.1 Droits d'utilisation de l'actif

(en millions d'euros)	30/06/2026				31/12/2025			
	Valeur brute	Amortissements	Dépréciations	Valeur nette	Valeur brute	Amortissements	Dépréciations	Valeur nette
Terrains & constructions	8 877	(4 603)	(111)	4 162	9 224	(4 663)	(121)	4 441
Équipements	186	(49)	–	138	187	(28)	–	159
TOTAL DROITS D'UTILISATION DE L'ACTIF	9 063	(4 652)	(111)	4 300	9 411	(4 691)	(121)	4 600

8.2 Engagements locatifs

Engagements locatifs par maturité

(en millions d'euros)	30/06/2026	31/12/2025
À moins d'un an	924	989
Entre 1 et 2 ans	867	939
Entre 2 et 5 ans	1 619	1 745
Au-delà de 5 ans	1 561	1 586
TOTAL ENGAGEMENTS LOCATIFS	4 971	5 259

Au 30 juin 2026, les montants non actualisés des engagements locatifs à moins d'un an, entre un et deux ans, entre deux et cinq ans et au-delà de 5 ans s'élèvent respectivement à 1,1 milliard d'euros, 1,1 milliard d'euros, 2,1 milliards d'euros et 2,8 milliards d'euros. La majeure partie de la différence entre engagements locatifs non actualisés et actualisés provient du Brésil.

**NOTE 9 : TITRES MIS EN ÉQUIVALENCE****9.1 Variation des titres mis en équivalence**

La variation de ce poste se présente comme suit :

(en millions d'euros)

Au 31 décembre 2025	1 017
Acquisitions et augmentations de capital	1
Cessions et réductions de capital	(8)
Dividendes	(66)
Quote-part de résultat net	14
Écarts de conversion et autres mouvements ¹	8
Au 30 juin 2026	967

(1) Cette ligne comprend une reprise partielle de la dépréciation des titres de Showroomprivé à hauteur de 6 millions d'euros en contrepartie du résultat non courant.

9.2 Information sur les entreprises associées

Les deux principales valeurs des titres mis en équivalence au 30 juin 2026 concernent Carmila pour 497 millions d'euros (contre 534 millions d'euros au 31 décembre 2025) et Provencia pour 137 millions d'euros (contre 132 millions d'euros au 31 décembre 2025). Elles représentent 66% de la valeur totale des sociétés mises en équivalence à fin juin 2026.

Principales opérations du premier semestre 2026Carmila (France)

Suite à des rachats d'actions effectués par Carmila au cours du semestre et à leur annulation, suivis d'une cession par Carrefour de 68 000 actions Carmila sur le marché en juin 2026, la quote-part de détention du Groupe dans la société Carmila a très légèrement augmenté, passant de 29,92% à 29,997% au 30 juin 2026.

Pour rappel, Carmila est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, la gouvernance établie avec les co-investisseurs conférant à Carrefour une influence notable sur Carmila (cf. note 9.2 des comptes consolidés au 31 décembre 2025).

Market Pay (France)

Suite à des rachats d'actions effectués par Market Pay auprès de tous ses actionnaires et à leur annulation, la valeur des titres mis en équivalence a été réduite de (3) millions d'euros (en quote-part Carrefour) au cours du semestre. Cette opération n'a pas eu d'incidence sur le pourcentage de détention qui reste inchangé à hauteur de 35% au 30 juin 2026.

Sabancı (Turquie)

Le 17 avril 2026, Carrefour a annoncé la signature d'un accord avec Aydin en vue de la cession de la participation de 89% détenue conjointement par le Groupe (32%) et Sabancı (57%) dans CarrefourSA pour un prix de cession non significatif. La réalisation de l'opération est soumise à l'approbation des autorités de la concurrence locales et pourrait intervenir au cours du second semestre 2026.



NOTE 10 : IMPÔTS

La charge d'impôt sur les résultats s'élève à (175) millions d'euros au premier semestre 2026, soit un taux effectif d'impôt de 55% (contre (198) millions d'euros au premier semestre 2025 retraité IFRS 5 correspondant à un taux effectif d'impôt de 46%).

Les taux effectifs d'impôts des premiers semestres 2026 et 2025 ont été défavorablement impactés par :

- une contribution exceptionnelle de 41,2% de l'impôt sur les sociétés pour les grandes entreprises réalisant un chiffre d'affaires supérieur à trois milliards d'euros en France (cf. note 1.3.2) ;
- l'absence de reconnaissance d'impôts différés actifs principalement au Brésil (chez certaines filiales de Grupo BIG et chez Carrefour Brésil) ;
- l'absence d'effet impôt relatif aux dépréciations et sorties de *goodwill*.

A contrario, le taux effectif d'impôt du premier semestre 2025 avait été favorablement impacté par (i) la plus-value de cession des titres mis en équivalence Carmila et (ii) la reconnaissance de crédits ICMS relatifs à des exercices antérieurs au Brésil.

Hormis ces éléments, le taux effectif d'impôt du premier semestre 2026 reflète la répartition géographique des résultats avant impôts, en l'absence d'autre élément significatif distordant la preuve d'impôt.

Par ailleurs, le caractère probable de la recouvrabilité des impôts différés actifs reconnus dans le bilan consolidé au 31 décembre 2025 a été confirmé au 30 juin 2026 en se basant notamment sur la comparaison de la performance pour les différents pays entre le budget et le dernier atterrissage.



NOTE 11 : PROVISIONS ET PASSIFS ÉVENTUELS

11.1 Variations des provisions

(en millions d'euros)	31/12/2025	Dotations	Reprises sans utilisation ⁴	Reprises avec utilisation	Actualisation	Écarts de conversion	Autres	30/06/2026
Engagements vis-à-vis du personnel	369	31	(7)	(22)	(1)	0	(5)	366
Litiges	2 134	264	(137)	(124)	–	154	(0)	2 290
<i>Litiges fiscaux</i>	1 311	111	(90)	(28)	–	112	(0)	1 415
<i>Litiges sociaux</i>	452	80	(13)	(47)	–	31	0	502
<i>Litiges légaux</i>	370	73	(33)	(48)	–	11	(0)	372
Réorganisations ¹	93	52	(6)	(23)	–	–	–	117
Provisions liées aux activités de banque et d'assurance ²	333	34	(10)	(16)	–	9	(0)	350
Autres ³	190	16	(15)	(5)	–	2	(8)	180
TOTAL PROVISIONS	3 118	398	(175)	(189)	(1)	166	(13)	3 304

(1) Cf. note 11.5.

(2) Les provisions liées aux activités de banque et d'assurance comprennent notamment les provisions pour risques de crédit sur engagements de prêts (hors-bilan) comptabilisées en application d'IFRS 9, ainsi que les provisions visant à couvrir les risques techniques de l'activité d'assurance.

(3) Les autres provisions comprennent notamment des provisions pour coûts de remise en état / démantèlement à échéance des baux immobiliers, des engagements vis-à-vis du personnel de magasins passés en location-gérance et des provisions pour contrats onéreux.

(4) Les reprises de provisions sans utilisation concernent principalement le Brésil et sont relatives à des risques fiscaux et sociaux suite à prescriptions et/ou jugements favorables.

Les sociétés du Groupe sont engagées dans un certain nombre de procédures précontentieuses ou contentieuses dans le cours normal de leurs activités. Par ailleurs, celles-ci ont fait ou font l'objet de contrôles par les autorités fiscales dont certains peuvent donner lieu à redressement.

Le Groupe fait aussi l'objet de contrôles réguliers à l'initiative des différentes autorités administratives en charge du droit de la concurrence, du droit de la consommation ou de toute autre activité réglementée. A l'instar de toute entreprise, des litiges peuvent également apparaître entre le Groupe et ses co-contractants, notamment ses franchisés, prestataires ou fournisseurs. Dans chaque cas, le risque est évalué par la Direction du Groupe et ses conseils.

11.2 Passifs éventuels

Le Groupe n'a connaissance d'aucun passif éventuel risquant d'affecter significativement et avec une probabilité sérieuse, les résultats, la situation financière, le patrimoine ou l'activité du Groupe.

Au Brésil, compte tenu de la complexité de la législation fiscale, en particulier pour les sociétés de distribution, le Groupe est exposé à des risques fiscaux pour lesquels une sortie de trésorerie est jugée non probable par le Groupe et ses conseils, représentant une exposition totale de 2,8 milliards d'euros environ au 30 juin 2026 contre 2,3 milliards d'euros environ au 31 décembre 2025. Cette hausse de 0,5 milliard d'euros environ reflète (i) l'appréciation significative du réal pour 0,25 milliard d'euros environ sur le semestre, (ii) l'extension à de nouveaux exercices de redressements notifiés sur des exercices antérieurs sur les crédits ICMS et PIS-COFINS et (iii) la prise en compte des intérêts de retard et pénalités relatives à ces risques. Le principal risque fiscal concerne la déductibilité de l'amortissement fiscal du *goodwill* reconnu lors de l'acquisition d'Atacadão en 2007, dont l'exposition totale de ce risque s'élève à 0,44 milliard d'euros contre 0,39 milliard d'euros au 31 décembre 2025. A ce jour, la sortie de ressources est toujours considérée comme non probable par le Groupe.

En France, par conclusions en date du 11 juin 2024, le Ministre de l'Économie est intervenu dans la procédure initiée le 26 décembre 2023 devant le tribunal de commerce de Rennes, par l'Association des Franchisés Carrefour (AFC) contre les sociétés Carrefour Proximité France, CSF, Selima et Profidis, aux fins de constatation du caractère prétendument déséquilibré des relations contractuelles existantes entre lesdites entités du groupe Carrefour, en qualité de franchiseur, et leurs franchisés. L'intervention du Ministre de l'Économie s'inscrit dans la continuité d'une enquête menée par la DREETS de Normandie entre 2019 et 2022 sur les relations commerciales entre le franchiseur et les



franchisés exploitant un point de vente sous enseigne de proximité du Groupe Carrefour. Aux termes de son intervention, le Ministre de l'Économie sollicite à titre principal du Tribunal qu'il :

- (i) constate l'existence d'un déséquilibre contractuel entre le franchiseur et ses franchisés,
- (ii) prononce la nullité des clauses litigieuses et la cessation des pratiques restrictives et
- (iii) ordonne le paiement d'une amende civile de 200 millions d'euros.

Le 12 février 2025, le ministère public est intervenu dans la procédure en soutien des demandes du Ministre de l'Économie. Carrefour a contesté la compétence du tribunal de commerce de Rennes et la recevabilité des demandes de l'AFC, du Ministre et du ministère public. Par décision du 3 juillet 2025, le tribunal de commerce de Rennes a rejeté l'ensemble des moyens de procédure soulevés par Carrefour. Carrefour avait interjeté appel de ce jugement devant la cour d'appel de Paris.

Par arrêt du 13 mai 2026, la Cour d'appel de Paris a infirmé le jugement du tribunal de commerce de Rennes du 3 juillet 2025 qui s'était déclaré compétent à connaître de la requête de l'AFC. L'AFC dispose de la faculté de se pourvoir en cassation.

Autonome, la procédure opposant le Ministre et le ministère public à Carrefour se poursuit. Aucune décision au fond n'est attendue avant fin 2026.

A l'instar d'autres acteurs de la distribution spécialisée en produits biologiques, plusieurs filiales françaises de Carrefour SA ont reçu, le 11 octobre 2024, une notification de grief de la part de l'Autorité de la concurrence aux termes de laquelle il leur est reproché de s'être coordonnées, à compter de novembre 2016, pour mettre en place une stratégie collective visant à segmenter artificiellement, selon les marques, la distribution des produits biologiques entre, d'une part, le canal de distribution spécialisé et, d'autre part, le canal de distribution conventionnel.

Par décision du 16 avril 2026, l'Autorité de la concurrence a prononcé une sanction de 12,67 millions d'euros à l'encontre des personnes incriminées dont 1,85 million d'euros à l'encontre de Greenweez (solidairement avec Carrefour SA en qualité de société mère). Les autres entités du Groupe Carrefour ont été mises hors de cause. Greenweez (et Carrefour SA) disposent de la faculté de contester cette décision devant la cour d'appel de Paris.

En août 2019, Atacadão SA a fait état de l'existence d'une procédure pénale ouverte par le bureau du procureur de l'État de São Paulo (GEDEC) à l'encontre d'agents publics et d'employés de la société (définitivement relaxés le 6 juin 2023), relatives aux conditions de renouvellement des licences d'exploitation du siège social d'Atacadão et d'un magasin. Atacadão SA n'étant pas impliquée dans cette procédure pénale, la municipalité de São Paulo a ouvert une procédure administrative à son encontre le 25 mai 2021. Par décision du 6 janvier 2026, la municipalité de São Paulo a prononcé une amende administrative de 47 millions de réals (soit 8 millions d'euros environ) à l'encontre de la société Atacadão SA. Les effets de cette sanction sont suspendus dans l'attente d'une décision sur la demande d'annulation formée par la société Atacadão SA le 19 mai 2026.

Les autres passifs éventuels mentionnés dans la note 11.3 des comptes consolidés au 31 décembre 2025 n'ont pas connu d'évolution significative au cours du premier semestre 2026.



11.3 Engagements vis-à-vis du personnel (avantages postérieurs à l'emploi)

L'obligation du Groupe au titre des avantages postérieurs à l'emploi (régimes à prestations définies) est déterminée en tenant compte d'hypothèses actuarielles telles que l'augmentation des salaires, l'âge de départ, la mortalité, la rotation du personnel et le taux d'actualisation.

Les engagements vis-à-vis du personnel concernent principalement la France et dans une moindre mesure la Belgique. Le taux d'actualisation retenu s'élève à 3,85% au 30 juin 2026 (contre 3,75% au 31 décembre 2025). Ces taux sont fondés sur un indice qui regroupe la performance d'obligations *corporate* notées AA dont les maturités correspondent aux flux attendus des régimes.

(en millions d'euros)

Provision au 31 décembre 2025	369
<i>Coûts des services</i>	20
<i>Impact des liquidations et modifications de régime ¹</i>	(1)
<i>Charges d'intérêts (effet de l'actualisation)</i>	11
<i>Produits d'intérêts sur les actifs de couverture</i>	(3)
<i>Autres éléments</i>	(2)
Impact au compte de résultat	25
Prestations payées directement par l'employeur	(18)
Effet périmètre ²	(5)
Écarts actuariels	(1)
Autres	(4)
Provision au 30 juin 2026	366

(1) Cette ligne inclut un produit de (5) millions d'euros correspondant aux impacts des réductions de régime (*curtailment*) reconnu suite à la réévaluation des engagements découlant des plans de réorganisation mis en œuvre sur Cora, compensé par une charge de 5 millions d'euros correspondant à la fin des exonérations de charges sociales sur les médailles du travail.

(2) Cette ligne intègre la provision qui était comptabilisée par Carrefour Roumanie, cédée le 30 juin 2026.

La charge nette du premier semestre 2026 a été comptabilisée en frais de personnel à hauteur de (21) millions d'euros, en résultat financier à hauteur de (7) millions d'euros et en résultat non courant pour 4 millions d'euros.

Les résultats des tests de sensibilité montrent que :

- une hausse de 25 points de base du taux d'actualisation aurait eu une incidence de l'ordre de (8) millions d'euros sur le montant de la valeur actuelle de l'engagement au titre des régimes en France et en Belgique ;
- une hausse de 25 points de base du taux d'inflation des salaires aurait eu une incidence de l'ordre de 9 millions d'euros sur le montant de la valeur actuelle de l'engagement au titre des régimes en France et en Belgique.



11.4 Plan d'attribution gratuite d'actions

Concernant le plan 2023 d'attribution gratuite d'actions arrivé à échéance le 14 février 2026, la performance atteinte par le groupe Carrefour s'est élevée à 62% environ. Ainsi, 1 379 716 actions ont été livrées en février 2026 aux bénéficiaires dans les conditions du règlement y afférent.

Par ailleurs, le 17 février 2026, le Conseil d'Administration de Carrefour SA a décidé de procéder, sur proposition du Comité des rémunérations et sur le fondement de la 22^{ème} résolution de l'Assemblée Générale des actionnaires du 28 mai 2025, à l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre. Ce plan porte sur un nombre maximal de 3 621 718 actions (soit 0,49% du capital social en date du 17 février 2026), dont l'acquisition est soumise à une condition de présence et à plusieurs conditions de performance.

L'acquisition définitive de ces actions ne pourra avoir lieu qu'au terme d'une période d'acquisition de 3 ans (à compter de la date du Conseil d'Administration ayant décidé la mise en place du plan). Le nombre d'actions définitivement acquises dépendra de la réalisation de quatre conditions de performance :

- Deux conditions liées à la performance économique (la progression du résultat opérationnel courant pour 25%, et la croissance du « *Free Cash Flow Net* » pour 25%) ;
- Une condition liée à un critère de performance externe (TSR) comparant la performance boursière de la société Carrefour SA par rapport à un panel de sociétés dans le secteur de la distribution (pour 25%) et ;
- Une condition liée à la Responsabilité Sociale de l'Entreprise (pour 25%).

Les principales caractéristiques du plan 2026 d'attribution gratuite d'actions sont présentées dans le tableau ci-après.

	Plan 2026 Performance
Date d'Assemblée Générale	28 mai 2025
Date d'attribution ¹	17 février 2026
Date d'acquisition ²	17 février 2029
Nombre total d'actions approuvées à la date d'attribution	3 621 718
Nombre de bénéficiaires à la date d'attribution	627
Juste valeur d'une action (en euros) ³	11,25

(1) Date de décision de l'attribution par le Conseil d'Administration.

(2) L'acquisition des actions attribuées est soumise à la fois à une condition de présence et à des conditions de performance.

(3) La juste valeur d'une action est déterminée par rapport à un cours de référence ajusté des dividendes attendus pendant la période d'acquisition des droits.

11.5 Réorganisations

Les provisions au titre des réorganisations, pour un montant de 93 millions d'euros au 31 décembre 2025, étaient essentiellement constituées des coûts liés aux plans de :

- fermeture du siège des filiales Cora et Provera en France annoncé en octobre 2024 ;
- fermeture des agences bancaires de Carrefour Banque annoncé en 2024 ;
- départs volontaires annoncé en juin 2023 mis en œuvre dans les sièges Carrefour en France.

Ces provisions ont été partiellement reprises essentiellement du fait de leur utilisation au cours du premier semestre 2026.

Les provisions dotées au cours du premier semestre 2026, pour un montant de 52 millions d'euros, correspondent essentiellement au dispositif de Gestion des Emplois et des Parcours Professionnels (GEPP) dans les magasins de la filiale française Cora (impactant les charges non courantes).



NOTE 12 : CAPITAUX PROPRES, AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL ET RÉSULTAT PAR ACTION

12.1 Capital social et actions propres

Au 30 juin 2026, le capital social était composé de 736 314 789 actions ordinaires d'une valeur nominale de 2,5 euros. Toutes les actions émises ont été libérées entièrement.

Par ailleurs, au 30 juin 2026, le Groupe contrôle 28 751 535 de ses propres actions.

(en milliers d'actions)	Nombre d'actions	Dont autodétenues
Émises au 1er janvier 2026	736 315	30 081
Utilisation dans le cadre de plans d'attribution gratuite d'actions ¹	–	(1 380)
Autres rachats d'actions ²	–	50
Émises au 30 juin 2026	736 315	28 752

(1) Cf. note 11.4.

(2) Cette ligne correspond aux 50 000 actions qui ont été rachetées dans le cadre du contrat de liquidité avec Rothschild Martin Maurel (cf. note 13.2.2 des comptes consolidés au 31 décembre 2025) et détenues au 30 juin 2026.

12.2 Autres éléments du résultat global

Part du Groupe (en millions d'euros)	1er semestre 2026			1er semestre 2025		
	Brut	Impôt	Net	Brut	Impôt	Net
Part efficace de la couverture de flux de trésorerie ¹	22	(5)	16	(45)	7	(38)
Variation des instruments de dette à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(0)	0	(0)	(1)	0	(0)
Variation de change sur les prêts intragroupe qualifiés d'investissements nets à l'étranger, après couverture ²	265	(70)	195	(27)	7	(20)
Variation des écarts de conversion ³	522	–	522	(87)	–	(87)
Autres éléments du résultat global recyclables ultérieurement en résultat	809	(75)	734	(160)	15	(146)
Réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies ⁴	2	(0)	2	10	(2)	8
Autres éléments du résultat global non recyclables ultérieurement en résultat	2	(0)	2	10	(2)	8
TOTAL - PART DU GROUPE	811	(75)	736	(151)	12	(138)

Participations ne donnant pas le contrôle (en millions d'euros)	1er semestre 2026			1er semestre 2025		
	Brut	Impôt	Net	Brut	Impôt	Net
Part efficace de la couverture de flux de trésorerie	0	0	0	0	(0)	0
Variation des instruments de dette à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(0)	0	(0)	(1)	0	(0)
Variation des écarts de conversion ³	31	–	31	0	–	0
Autres éléments du résultat global recyclables ultérieurement en résultat	31	0	31	(0)	0	(0)
Réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies ⁴	0	(0)	0	0	(0)	0
Autres éléments du résultat global non recyclables ultérieurement en résultat	0	(0)	0	0	(0)	0
TOTAL - PART ATTRIBUABLE AUX PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE	31	0	31	(0)	0	(0)

(1) Ce poste inclut les variations de juste valeur des instruments de couverture de taux et de change. La légère augmentation de la juste valeur des instruments dérivés, visant à couvrir le risque d'évolution défavorable du prix de l'énergie avec des swaps en France et en Espagne, notamment sur l'électricité et le biométhane, reflète la hausse du prix de l'énergie au cours du premier semestre 2026. Dans une moindre mesure, ce poste inclut également des instruments dérivés servant à couvrir les achats futurs de produits non alimentaires effectués en dollars ; la juste valeur de ces instruments dérivés avait baissé au cours du premier semestre 2025 en lien avec la dépréciation du dollar sur la période.

(2) Pour mémoire, en 2022 et 2023, Carrefour Finance avait octroyé des prêts RCF (Revolving Credit Facilities) intragroupe à la filiale brésilienne Atacadão à hauteur de 8,2 milliards de réals. De plus, dans le cadre de la restructuration de la dette en réals brésiliens de la filiale Atacadão ayant conduit à rembourser la totalité de la dette externe, des nouvelles lignes de crédit inter-compagnie ont été exécutées au cours du second semestre 2025 à hauteur de 10,55 milliards de réals, portant le montant des RCF octroyés à 18,75 milliards de réals au 31 décembre 2025. Ce montant est resté inchangé au 30 juin 2026. Ces prêts ont été qualifiés en Net Investment, et les instruments dérivés pris pour couvrir une partie de ces prêts ont été qualifiés en Net Investment Hedge (cf. note 3.2).



Au cours du premier semestre 2025, le réal était resté relativement stable ; au cours du premier semestre 2026, le réal s'est fortement apprécié.

- (3) Ce poste comprend le retraitement des réserves de Carrefour Argentine au titre de l'hyperinflation, conformément à nos principes comptables (cf. note 3.1 - Conversion des états financiers des sociétés étrangères - des comptes consolidés au 31 décembre 2025).

La variation des écarts de conversion au cours du premier semestre 2026 s'explique essentiellement par (i) l'appréciation significative du réal brésilien par rapport au 31 décembre 2025, (ii) le reversement des écarts de conversion historiques comptabilisés par Carrefour Roumanie suite à sa cession au 30 juin 2026, et (iii) le produit lié au retraitement d'hyperinflation en Argentine.

La variation des écarts de conversion au cours du premier semestre 2025 s'expliquait essentiellement par la dépréciation significative du peso argentin par rapport au 31 décembre 2024, en partie compensée par le produit lié au retraitement d'hyperinflation en Argentine.

La réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies comptabilisée sur le premier semestre 2026 reflète la légère hausse des taux d'actualisation de la zone Euro de 3,75% fin décembre 2025 à 3,85% fin juin 2026. Sur le premier semestre 2025, ces taux avaient également augmenté, passant de 3,20% fin décembre 2024 à 3,40% fin juin 2025.

12.3 Résultat par action (part du Groupe)

Résultat net par action avant dilution	1er semestre 2026	1er semestre 2025 retraité IFRS 5
Résultat net des activités poursuivies	122	189
Résultat net des activités abandonnées	(92)	(589)
Résultat net total (en millions d'euros)	30	(401)
Nombre d'actions moyen pondéré ¹	707 275 990	658 636 725
Résultat net des activités poursuivies par action (en euros)	0,17	0,29
Résultat net des activités abandonnées par action (en euros)	(0,13)	(0,89)
Résultat net total par action (en euros)	0,04	(0,61)

- (1) Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pris en compte dans le calcul du résultat par action au 30 juin 2026 a été ajusté afin de prendre en compte les actions livrées aux bénéficiaires du plan 2023 d'attribution gratuite d'actions (cf. note 11.4).

Résultat net par action après dilution	1er semestre 2026	1er semestre 2025 retraité IFRS 5
Résultat net des activités poursuivies	122	189
Résultat net des activités abandonnées	(92)	(589)
Résultat net total (en millions d'euros)	30	(401)
Nombre d'actions moyen pondéré, avant dilution	707 275 990	658 636 725
Actions dilutives	2 122 083	2 335 951
Plans d'actions gratuites	2 122 083	2 335 951
Nombre d'actions retraité, après dilution éventuelle	709 398 073	660 972 676
Résultat net des activités poursuivies par action (en euros)	0,17	0,29
Résultat net des activités abandonnées par action (en euros)	(0,13)	(0,89)
Résultat net total par action (en euros)	0,04	(0,61)



NOTE 13 : ACTIFS, PASSIFS ET RÉSULTAT FINANCIERS

13.1 Instruments financiers par catégorie

Au 30/06/2026 (en millions d'euros)	Valeur comptable	Ventilation par catégorie d'instruments					Juste valeur
		Juste valeur par résultat	Juste valeur par OCI	Coût amorti	Instruments dérivés - non documentés en couverture	Instruments dérivés - documentés en couverture	
Titres de participation	166	29	137	–	–	–	166
Autres immobilisations financières long terme	1 102	61	187	854	–	–	1 102
Autres actifs financiers non courants	1 268	90	324	854	–	–	1 268
Total encours clients des sociétés financières	6 716	–	–	6 705	5	6	6 716
Créances commerciales	3 315	–	–	3 315	–	–	3 315
Autres actifs financiers courants	368	2	259	84	–	24	368
Autres actifs courants ¹	641	–	–	641	–	–	641
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 951	4 951	–	–	–	–	4 951
ACTIFS	17 259	5 043	583	11 599	5	29	17 259
Total dettes financières	11 113	–	–	11 090	1	23	11 168
Total engagements locatifs	4 971	–	–	4 971	–	–	4 971
Total refinancement des encours clients	5 791	–	–	5 779	5	7	5 791
Fournisseurs et autres créditeurs	13 151	–	–	13 151	–	–	13 151
Autres passifs courants ²	2 356	–	–	2 356	–	–	2 356
PASSIFS	37 383	–	–	37 347	6	30	37 438

Au 31/12/2025 (en millions d'euros)	Valeur comptable	Ventilation par catégorie d'instruments					Juste valeur
		Juste valeur par résultat	Juste valeur par OCI	Coût amorti	Instruments dérivés - non documentés en couverture	Instruments dérivés - documentés en couverture	
Titres de participation	163	28	135	–	–	–	163
Autres immobilisations financières long terme	1 049	66	186	797	–	–	1 049
Autres actifs financiers non courants	1 211	94	321	797	–	–	1 211
Total encours clients des sociétés financières	6 460	–	–	6 456	2	1	6 460
Créances commerciales	3 193	–	–	3 193	–	–	3 193
Autres actifs financiers courants	241	5	144	82	–	10	241
Autres actifs courants ¹	565	–	–	565	–	–	565
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6 179	6 179	–	–	–	–	6 179
ACTIFS	17 848	6 277	464	11 093	2	11	17 848
Total dettes financières	10 333	–	–	10 306	3	25	10 419
Total engagements locatifs	5 259	–	–	5 259	–	–	5 259
Total refinancement des encours clients	5 480	–	–	5 473	2	4	5 480
Fournisseurs et autres créditeurs	14 690	–	–	14 690	–	–	14 690
Autres passifs courants ²	2 628	–	–	2 628	–	–	2 628
PASSIFS	38 389	–	–	38 356	5	29	38 475

(1) Hors charges constatées d'avance.

(2) Hors produits constatés d'avance.



Ventilation des actifs et passifs évalués à la juste valeur

Ventilation selon la hiérarchie des justes valeurs prévue par la norme IFRS 13 – *Évaluation à la juste valeur* (cf. note 1.5) :

30/06/2026 (en millions d'euros)	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Titres de participation	–	29	137	166
Autres immobilisations financières long terme	248	–	–	248
Total encours clients des sociétés financières - Dérivés actifs	–	10	–	10
Autres actifs financiers courants - Juste Valeur par OCI	259	–	–	259
Autres actifs financiers courants - Juste Valeur par résultat net	2	–	–	2
Autres actifs financiers courants - Dérivés actifs	–	24	–	24
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 951	–	–	4 951
Total refinancement des encours clients - Dérivés passifs	–	(12)	–	(12)
Dettes financières - Dérivés passifs	–	(23)	–	(23)

31/12/2025 (en millions d'euros)	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Titres de participation	–	28	135	163
Autres immobilisations financières long terme	252	–	–	252
Total encours clients des sociétés financières - Dérivés actifs	–	3	–	3
Autres actifs financiers courants - Juste Valeur par OCI	144	–	–	144
Autres actifs financiers courants - Juste Valeur par résultat net	5	–	–	5
Autres actifs financiers courants - Dérivés actifs	–	10	–	10
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6 179	–	–	6 179
Total refinancement des encours clients - Dérivés passifs	–	(7)	–	(7)
Dettes financières - Dérivés passifs	–	(27)	–	(27)

13.2 Dette financière nette

13.2.1 Composition de la dette nette

La dette nette du Groupe s'établit à 5 849 millions d'euros à fin juin 2026 contre 3 965 millions d'euros à fin décembre 2025. Elle s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/2026	31/12/2025
Emprunts obligataires	8 812	8 271
Autres emprunts et dettes financières	995	860
Billets de Trésorerie	1 283	1 174
Total des dettes financières hors dérivés passifs	11 090	10 306
Dérivés passifs	23	27
TOTAL DES DETTES	11 113	10 333
dont dettes à plus d'un an	7 581	7 044
dont dettes à moins d'un an	3 532	3 289
Autres actifs financiers courants ¹	313	188
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 951	6 179
TOTAL DES PLACEMENTS	5 265	6 367
DETTE NETTE	5 849	3 965

(1) Ce poste n'inclut pas les créances de sous-location financière – part à moins d'un an (cf. note 13.2.5).

La variation de la dette nette entre le 31 décembre et le 30 juin s'explique par la saisonnalité de l'activité, la dette nette de fin d'année étant structurellement plus faible du fait du volume d'affaires important enregistré au mois de décembre.



13.2.2 Détail des emprunts obligataires

		Variation du nominal				Valeur comptable de la dette
		31/12/2025	Émissions	Rembour- sements	30/06/2026	30/06/2026
(en millions d'euros)						
Émissions Publiques réalisées par Carrefour SA						
Emprunt Obligataire EMTN, EUR, 7,5 ans, 1,75%	2026	500	–	(500)	–	–
Emprunt Obligataire EMTN, EUR, 4,6 ans, 1,875%	2026	750	–	–	750	750 *
Emprunt Obligataire EMTN, EUR, 8 ans, 1,00%	2027	500	–	–	500	500
Emprunt Obligataire EMTN, EUR, 7,5 ans, 2,625%	2027	800	–	(100)	700	700
Emprunt Obligataire EMTN, EUR, 6 ans, 4,125%	2028	850	–	(100)	750	747 *
Emprunt Obligataire EMTN, EUR, 3,3 ans, 2,875%	2028	500	–	–	500	498
Emprunt Obligataire EMTN, EUR, 4 ans, 2,875%	2029	500	–	–	500	498 *
Emprunt Obligataire EMTN, EUR, 7,6 ans, 2,375%	2029	750	–	–	750	747 *
Emprunt Obligataire EMTN, EUR, 5,5 ans, 3,25%	2030	500	–	–	500	498 *
Emprunt Obligataire EMTN, EUR, 7,5 ans, 3,75%	2030	500	–	–	500	498 *
Emprunt Obligataire EMTN, EUR, 8 ans, 4,375%	2031	750	–	–	750	746 *
Emprunt Obligataire EMTN, EUR, 8 ans, 3,625%	2032	750	–	–	750	746 *
Emprunt Obligataire EMTN, EUR, 7,9 ans, 3,75%	2033	650	–	–	650	647 *
Emprunt Obligataire EMTN, EUR, 8 ans, 3,875%	2034	–	750	–	750	742 *
Emprunt Obligataire EMTN, EUR, 9,8 ans, 3,875%	2035	–	500	–	500	495 *
DÉTAIL DES EMPRUNTS OBLIGATAIRES		8 300	1 250	(700)	8 850	8 812

(*) Correspondent à des emprunts obligataires dits Sustainability-Linked (SLB).

Au cours de la période, Carrefour SA a procédé au placement de deux nouvelles émissions obligataires dites *Sustainability-Linked* :

- Le 26 février 2026, pour un montant total de 500 millions d'euros, d'une maturité de 9,8 ans (échéance décembre 2035) et d'un coupon de 3,875% ;
- Le 27 mai 2026, pour un montant total de 750 millions d'euros, d'une maturité de 8 ans (échéance juin 2034) et d'un coupon de 3,875%.

Ces obligations sont indexées sur un premier objectif lié aux réductions d'émissions de gaz à effet de serre sur les scopes 1 et 2, et un deuxième portant sur le nombre de fournisseurs du Groupe engagés dans une stratégie pour le climat.

Ces émissions obligataires s'intègrent dans une stratégie de financement alignée avec les objectifs et ambitions du Groupe en matière de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) : elles ont été réalisées dans le cadre du *Framework* de type SLB (*Sustainability-Linked Bond*) de son programme EMTN (*Euro-Medium Term Notes*) renouvelé en juin 2025.

A contrario, le 4 mai 2026, Carrefour SA a procédé au remboursement à échéance d'un emprunt obligataire de 500 millions d'euros, assorti d'une maturité initiale de 7,5 ans et d'un coupon de 1,75%.

Le 3 juin 2026, Carrefour SA a également procédé pour un montant total de 200 millions d'euros au rachat :

- d'une partie de ses souches d'obligations existantes de 1 milliard d'euros, d'un coupon de 2,625%, arrivant à échéance en décembre 2027, dont 800 millions d'euros étaient encore en circulation suite à un premier rachat de 200 millions d'euros effectué en mai 2025 ;
- d'une partie de ses souches d'obligations *Sustainability-Linked* de 850 millions d'euros, d'un coupon de 4,125% et arrivant à échéance en octobre 2028.

La maturité moyenne du socle obligataire de Carrefour SA s'établit en conséquence à 4,1 ans à fin juin 2026 contre 3,7 ans à fin décembre 2025 et 4,2 ans à fin juin 2025.



Détail des obligations dites *Sustainability-Linked* de Carrefour SA :

Le portefeuille obligataire comprend 11 lignes d'emprunts dits *Sustainability-Linked* pour un montant nominal total de 7 150 millions d'euros, dont les coupons sont contractuellement indexés sur la réalisation d'objectifs de performance durable (*Sustainability Performance Target* – « SPT ») liés à la décarbonation (Scopes 1, 2 et 3), à la réduction du gaspillage alimentaire, à l'optimisation des emballages et au nombre de fournisseurs du Groupe engagés dans une stratégie pour le climat. Le non-respect de l'une de ces cibles à leurs dates d'observation respectives déclencherait l'application de pénalités de « *Step-up coupon* » variant de 0,25% à 0,75% par an selon les souches.

Code ISIN	Nominal (en millions d'euros)	Coupon initial	Maturité	Indicateurs Clés (KPI)	Cibles de Performance (SPT)	Step-up coupon annuel
FR0014009DZ6	750	1,875%	30/10/2026	KPI A : Réduction des emballages KPI B : Gaspillage alimentaire	20 000 tonnes évitées en 2025 (versus 2017) -50% Gaspillage alimentaire en 2025 (versus 2016)	+0,25% dès 2026
FR001400D0F9	750	4,125%	12/10/2028	KPI A : Réduction des emballages ou plastique économisé KPI B : Gaspillage alimentaire	21 500 tonnes en 2027 (versus 2017) -55% Gaspillage alimentaire en 2027 (versus 2016)	+0,25% par KPI (soit +0,50% au total) dès 2028
FR001400ZEK7	500	2,875%	07/05/2029	KPI A : Emissions de gaz à effet de serre (GES) Scope 1&2 KPI B : Emissions de GES sur les achats de biens et de services auprès du scope 3	-39,5% Scope 1&2 en 2027 (versus 2019) -5 mégatonnes Scope 3 en 2027 (versus 2019)	+0,25% dès 2028
FR0014009E07	750	2,375%	30/10/2029	KPI A : Réduction des emballages KPI B : Gaspillage alimentaire	20 000 tonnes évitées en 2025 (versus 2017) -50% Gaspillage alimentaire en 2025 (versus 2016)	+0,25% dès 2026
FR001400UJE0	500	3,25%	24/06/2030	KPI A : Emissions de GES Scope 1&2 KPI B : Emissions de GES sur les achats de biens et de services auprès du scope 3	-39,5% Scope 1&2 en 2027 (versus 2019) -5 mégatonnes Scope 3 en 2027 (versus 2019)	+0,25% dès 2028
FR001400HU68	500	3,75%	10/10/2030	KPI A : Emissions de GES Scope 1&2 KPI B : Emissions de GES sur les achats de biens et de services auprès du scope 3	-39,5% Scope 1&2 en 2027 (versus 2019) -5 mégatonnes Scope 3 en 2027 (versus 2019)	+0,25% dès 2028
FR001400LUK3	750	4,375%	14/11/2031	KPI A : Emissions de GES Scope 1&2 KPI B : Emissions de GES sur les achats de biens et de services auprès du scope 3	-50% Scope 1&2 en 2030 (versus 2019) -20 mégatonnes Scope 3 en 2030 (versus 2019)	+0,75% dès 2031
FR001400SID8	750	3,625%	17/10/2032	KPI A : Emissions de GES Scope 1&2 KPI B : Gaspillage alimentaire généré par les magasins	-50% Scope 1&2 en 2030 (versus 2019) -55% Gaspillage alimentaire en 2027 (versus 2016)	+0,25% dès 2028
FR0014010M61	650	3,75%	24/05/2033	KPI A : Emissions de GES Scope 1&2 KPI B : Nombre de fournisseurs engagés dans une stratégie pour le climat	-50% Scope 1&2 en 2030 (versus 2019) Atteinte de 150 fournisseurs en 2030	+0,25% dès 2031
FR0014018Q93	750	3,875%	04/06/2034	KPI A : Emissions de GES Scope 1&2 KPI B : Nombre de fournisseurs engagés dans une stratégie pour le climat	-50% Scope 1&2 en 2030 (versus 2019) Atteinte de 150 fournisseurs en 2030	+0,25% dès 2031
FR0014016QK5	500	3,875%	05/12/2035	KPI A : Emissions de GES Scope 1&2 KPI B : Nombre de fournisseurs engagés dans une stratégie pour le climat	-50% Scope 1&2 en 2030 (versus 2019) Atteinte de 150 fournisseurs en 2030	+0,25% dès 2031



Les cibles de performance liées aux deux souches arrivant à leur première échéance d'observation fin 2025 (FR0014009E07 et FR0014009DZ6, pour un total de 1 500 millions d'euros) ont été atteintes. Par conséquent, aucun *step-up* coupon de 0,25% n'est appliqué sur ces lignes à fin juin 2026. S'agissant des autres emprunts *Sustainability-Linked*, à fin juin 2026, le Groupe est en ligne avec la trajectoire qui lui permettrait d'atteindre les cibles de performance à horizon 2027 et au-delà.

13.2.3 Détail des autres emprunts et dettes financières

(en millions d'euros)	30/06/2026	31/12/2025
Emprunts bancaires souscrits	854	761
Intérêts courus non échus ¹	126	67
Autres passifs financiers	16	33
TOTAL AUTRES EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES	995	860

(1) Les intérêts courus portent sur la totalité de la dette financière, y compris les emprunts obligataires.

13.2.4 Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en millions d'euros)	30/06/2026	31/12/2025
Trésorerie	1 934	1 782
Équivalents de trésorerie	3 017	4 397
TOTAL TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	4 951	6 179

Les règlements effectués par les clients par carte bancaire, non encore encaissés au 30 juin 2026, ont été reclassés de la ligne « Trésorerie » à la ligne « Équivalents de trésorerie » suite à l'application des amendements à IFRS 9 et IFRS 7 (cf. note 1).

Dans le cadre de son activité internationale, Carrefour n'a pas de restriction importante sur sa capacité à accéder ou utiliser ses actifs et régler ses passifs autres que celles résultant du cadre réglementaire dans lequel ses filiales opèrent. Les autorités de supervision locales peuvent imposer aux filiales bancaires de garder un certain niveau de capital et de liquidité, de limiter leur exposition à d'autres parties du Groupe et de se conformer à certains ratios.

Au 30 juin 2026, il n'y a pas de liquidité soumise à restriction.

13.2.5 Autres actifs financiers courants

(en millions d'euros)	30/06/2026	31/12/2025
Dérivés ¹	24	10
Autres actifs financiers courants - Juste Valeur par OCI ²	259	144
Autres actifs financiers courants - Juste Valeur par résultat net	2	5
Créances de sous-location financière - part à moins d'un an	55	52
Dépôts à plus de 3 mois	28	27
Autres	1	2
TOTAL AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS	368	241

(1) Au 30 juin 2026, les dérivés comprennent principalement (i) les dérivés visant à couvrir les achats d'énergie - dont les Mark-to-Market ont légèrement augmenté par rapport au 31 décembre 2025, en lien avec la hausse du coût de l'énergie en Europe, et (ii) les instruments dérivés de change visant à couvrir les achats futurs de produits non alimentaires effectués en dollars - dont les Mark-to-Market ont également légèrement augmenté suite à l'appréciation du dollar au cours de la période. Ces effets positifs sont partiellement compensés par la légère baisse des Mark-to-Market des dérivés de change venant couvrir une partie des prêts RCF (Revolving Credit Facilities) intragroupe octroyés aux filiales brésiliennes Atacadão et WMS (filiale d'Atacadão) en lien avec l'appréciation du réal brésilien.

(2) Ce poste comprend les investissements dans les obligations d'État effectués par la banque brésilienne CSF.



13.3 Analyse des dettes financières (hors dérivés passifs)

13.3.1 Détail par nature de taux

(en millions d'euros)	30/06/2026		31/12/2025	
	avant effet des instruments dérivés	après effet des instruments dérivés	avant effet des instruments dérivés	après effet des instruments dérivés
Dettes à taux fixe	11 090	11 090	10 286	10 306
Dettes à taux variable	–	–	20	–
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (HORS DÉRIVÉS PASSIFS)	11 090	11 090	10 306	10 306

13.3.2 Détail par devise

(en millions d'euros)	30/06/2026	31/12/2025
Euro	11 086	10 304
Réal Brésilien	–	–
Peso Argentin	3	–
Leu Roumain	–	2
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (HORS DÉRIVÉS PASSIFS)	11 090	10 306

Les éléments ci-dessus sont présentés après prise en compte des couvertures.

Au 30 juin 2026, suite à la cession de Carrefour Roumanie, la quasi-totalité des dettes financières brutes hors dérivés passifs est libellée en euros.

13.3.3 Détail par échéance

(en millions d'euros)	30/06/2026	31/12/2025
À moins d'un an	3 509	3 262
Entre 1 et 2 ans	703	1 304
Entre 2 et 5 ans	3 492	3 595
Au-delà de 5 ans	3 385	2 144
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (HORS DÉRIVÉS PASSIFS)	11 090	10 306

13.4 Variation des passifs issus des activités de financement

(en millions d'euros)	Autres actifs financiers courants ¹	Dettes financières brutes	Total Passifs nets issus des activités de financement
Au 31 décembre 2025	(188)	10 333	10 144
Changements issus des flux de trésorerie des opérations de financement	(111)	678	567
Variation des actifs financiers courants	(111)	–	(111)
Émission d'emprunts obligataires	–	1 250	1 250
Remboursement d'emprunts obligataires	–	(700)	(700)
Intérêts financiers nets versés	–	(59)	(59)
Émission de billets de trésorerie	–	109	109
Autres variations de l'endettement	–	78	78
Changements sans contrepartie de trésorerie	(14)	102	89
Effet change	(15)	0	(15)
Effet des variations de périmètre	0	3	3
Variations des justes valeurs	0	(13)	(13)
Coût de l'endettement financier net	–	121	121
Autres mouvements	1	(8)	(7)
Au 30 juin 2026	(313)	11 113	10 800

(1) Ce poste n'inclut pas les créances de sous-location financière.



13.5 Autres actifs financiers non courants

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2026	31/12/2025
Dépôts et cautionnements ¹	605	581
Portefeuille d'actifs des sociétés financières	248	252
Créances de sous-location financière - part à plus d'un an ²	147	127
Titres de participation	166	163
Autres	102	89
TOTAL AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS	1 268	1 211

(1) Les dépôts et cautionnements comprennent principalement les dépôts judiciaires versés au Brésil, dans le cadre de redressements fiscaux contestés par le Groupe (cf. notes 11.2 et 11.3 des comptes consolidés au 31 décembre 2025), dans l'attente des décisions définitives des tribunaux, ainsi que les dépôts de garantie versés aux bailleurs dans le cadre des contrats de location immobilière.

(2) Des créances de sous-location financière sont enregistrées en application de la norme IFRS 16.



13.6 Résultat financier

Le résultat financier se compose en premier lieu du coût de l'endettement financier.

En application de la norme IFRS 16, il comprend également les charges d'intérêts relatives aux contrats de location ainsi que les produits d'intérêts relatifs aux contrats de sous-location financière.

Les autres produits et charges financiers correspondent pour l'essentiel aux intérêts de retard sur des contentieux fiscaux et sociaux (essentiellement au Brésil), aux taxes sur les transactions financières et aux impacts de l'hyperinflation en Argentine (norme IAS 29).

(en millions d'euros)	1er semestre 2026	1er semestre 2025 retraité IFRS 5
Produits de la trésorerie et des placements financiers	58	60
Coût de l'endettement financier brut	(178)	(261)
Charges d'intérêts sur les passifs financiers évalués au coût amorti après prise en compte des produits et charges sur instruments de taux	(161)	(231)
Coût des cessions de créances au Brésil	(17)	(30)
Coût de l'endettement financier net ¹	(121)	(201)
Charges d'intérêts relatifs à des contrats de location	(127)	(108)
Produits d'intérêts relatifs à des contrats de sous-location financière	1	1
Intérêts nets relatifs aux contrats de location	(125)	(107)
Charges d'intérêts de la période sur le passif au titre des prestations définies	(11)	(12)
Produits d'intérêts des actifs de couverture des engagements de retraite	3	3
Taxe sur les transactions financières	(20)	(20)
Intérêts sur contentieux fiscaux et sociaux	(30)	(27)
Dividendes perçus au titre d'actifs financiers évalués à la JVOCI	12	8
Gain/perte sur cession d'actifs financiers évalués à la JVOCI	6	6
Gain/(perte) net de change	(5)	4
Variation de juste valeur des dérivés de taux	(1)	2
Impact de l'hyperinflation en Argentine - application de la norme IAS 29	4	9
Autres ²	2	60
Autres produits et charges financiers	(38)	33
RÉSULTAT FINANCIER	(284)	(275)
Charges financières	(386)	(455)
Produits financiers	102	180

(1) L'amélioration du coût de l'endettement financier net est liée au refinancement de la dette externe de la filiale brésilienne Atacadão en août 2025 (cf. note 2.2 des comptes consolidés au 31 décembre 2025) par de la dette émise en euros par Carrefour SA à des taux nettement plus favorables que ceux du marché brésilien.

(2) Au premier semestre 2025, ce poste comprenait un produit financier lié à la reconnaissance par les filiales brésiliennes d'intérêts sur des crédits ICMS relatifs à des exercices antérieurs.



NOTE 14 : AUTRES INFORMATIONS

14.1 Périmètre de consolidation

14.1.1 Principaux mouvements du premier semestre 2026

Au cours du premier semestre 2026, les mouvements de périmètre ont principalement concerné la finalisation de la cession de neuf magasins en France, faisant suite aux remèdes imposés par l'Autorité de la concurrence dans le cadre de la validation des acquisitions des enseignes Cora et Match (2024) et de certains magasins Casino et Intermarché (2024-2025) et la cession effective au 30 juin de Carrefour Roumanie à Paval Holding. Hormis quelques acquisitions mineures non significatives en France, aucune opération d'acquisition majeure n'a été finalisée sur la période.

14.1.2 Principaux mouvements du premier semestre 2025

Au cours du premier semestre 2025, le Groupe avait procédé à l'acquisition de l'intégralité des actions en circulation de Carrefour Brésil, à une opération de *sale and leaseback* des murs de 8 supermarchés en France, à la cession du portefeuille d'assurance-vie de Carrefour Banque et à la fermeture de magasins supplémentaires ex-Grupo BIG non rentables et la cession des murs détenus.

14.2 Parties liées

Les transactions du Groupe avec des parties liées concernent essentiellement :

- la rémunération et les avantages assimilés accordés aux membres du Comité Exécutif Groupe et du Conseil d'Administration ;
- les opérations avec les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable.

Les transactions entre parties liées s'effectuent sur une base de prix de marché.

Au cours du premier semestre 2026, il n'y a pas eu de modification significative de la nature des transactions effectuées par le Groupe avec ses parties liées par rapport au 31 décembre 2025.

14.3 Engagements hors bilan

Les engagements donnés et reçus par le Groupe et non comptabilisés au bilan correspondent à des obligations contractuelles non encore réalisées et subordonnées à la réalisation de conditions ou d'opérations ultérieures à l'exercice en cours. Ces engagements sont de quatre ordres : ceux liés à la trésorerie, ceux liés à l'exploitation, ceux liés aux acquisitions / cessions de titres et ceux liés aux locations (hors les contrats comptabilisés selon la norme IFRS 16).

14.4 Événements post-clôture

Le 23 juillet 2026, le Conseil d'administration de Carrefour SA a décidé le versement d'un acompte sur dividendes au titre de l'exercice 2026 à hauteur de 0,21 euro par action (représentant un montant de 150 millions d'euros environ) suite à la cession de l'intégralité des activités du Groupe en Roumanie à Paval Holding. Cet acompte sur dividendes sera versé intégralement en numéraire le 30 juillet 2026.

CARREFOUR

Société anonyme

93 avenue de Paris

91300 Massy

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1er janvier 2026 au 30 juin 2026

CARREFOUR
Société anonyme

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1er janvier 2026 au 30 juin 2026

Aux Actionnaires de la société Carrefour,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Carrefour, relatifs à la période du 1er janvier 2026 au 30 juin 2026, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels résumés avec la norme IAS 34 au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Levallois-Perret et Paris-La-Défense, le 23 juillet 2026

Les Commissaires aux comptes

Forvis Mazars

Deloitte & Associés

Olivier THIREAU Emilie LOREAL

Olivier BROISSAND Patrick E. SUISSA



Attestation des personnes responsables

Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes semestriels consolidés pour le semestre écoulé sont établis conformément au corps de normes comptables applicables et donnent une image fidèle et honnête du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'émetteur, ainsi que de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 4 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le 23 juillet 2026

M. Alexandre Bompard
Président-Directeur Général

M. Matthieu Malige
Directeur Exécutif Finances et Gestion